



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

MOBILISATION DU PUBLIC
À L'ÉGARD D'UNE
**STRATÉGIE DE
CROISSANCE
DE L'OUEST
CANADIEN**

CE QUE
NOUS
AVONS
ENTENDU



20
19

AVRIL

Canada



© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,
représentée par le ministre de l'Industrie, 2019

No de catalogue lu92-4/59-2019F-PDF

ISBN 978-0-660-29345-5

Ce document est publié sur le site Web de Diversification
de l'économie de l'Ouest Canada à l'adresse
<http://www.deo-wd.gc.ca>.

Le présent document sera fourni sur demande dans un autre format.

CONTENU

04

RÉSUMÉ

07

INTRODUCTION

08

CONTEXTE DE LA
MOBILISATION

10

UN APERÇU | LE PROCESSUS
DE MOBILISATION

11

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU
PRINCIPAUX THÈMES ET MESSAGES

12 Question 1: À quoi ressemblera une économie de l'Ouest canadien plus solide dans dix ans?

15 Question 2: Quelles sont les meilleures façons de stimuler une nouvelle croissance dans l'Ouest canadien?

20 Question 3: Qu'est-ce qui permettra à l'économie autochtone de continuer à croître?

24 Question 4: Comment pouvons-nous améliorer la participation économique dans l'Ouest des groupes sous-représentés?

27 Question 5: Comment les gouvernements, l'industrie et les Canadiens de l'Ouest peuvent-ils collaborer pour faire croître l'économie régionale?

30

PROCHAINES ÉTAPES
ET REMERCIEMENTS

31 Annexe I : Résumés des tables rondes

52 Annexe II : Liste des organisations participantes

54 Annexe III : Résumé de la méthodologie d'analyse quantitative

56 Annexe IV : Liens supplémentaires

RÉSUMÉ

À l'automne 2018, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) a lancé une mobilisation du public afin de solliciter l'opinion des Canadiens de l'Ouest sur cinq questions liées à leur vision et à leurs idées pour assurer et maintenir la croissance économique de l'économie de l'Ouest canadien de demain. Plus de 450 personnes et organisations ont formulé des commentaires lors d'activités de mobilisation en ligne ou en personne.

La rétroaction des participants à la mobilisation combinée aux recherches de DEO sur les questions touchant l'Ouest canadien, les tendances liées à l'économie mondiale et les consultations auprès du gouvernement fédéral et d'autres organisations gouvernementales aideront DEO et le gouvernement fédéral à façonner la Stratégie de croissance de l'Ouest canadien, qui sera publiée à la fin de 2019.

Ce que nous avons entendu donne un aperçu de principaux thèmes et des messages clés soulevés par les participants. Le rapport présente et synthétise ce que DEO et le gouvernement fédéral ont entendu lors de ses 25 tables rondes organisées dans l'Ouest, ainsi que les renseignements fournis dans des mémoires et des commentaires en ligne. Parmi les participants comptaient des particuliers, des propriétaires d'entreprise, des dirigeants communautaires, des représentants autochtones, des organismes à but non lucratif et des établissements postsecondaires de tout l'Ouest canadien.

Les participants à la mobilisation partout dans l'Ouest ont exprimé le fait que l'établissement de l'économie de l'Ouest canadien de demain comporte des défis. Ces défis comprennent l'instabilité des environnement économique et commercial mondiaux. Ils comprennent également les incidences que la croissance économique et industrielle peut avoir sur l'environnement et les changements climatiques.

Les réponses des participants ont également reflété l'optimisme quant à l'avenir de l'économie de l'Ouest canadien et un intérêt pour ce qui est de collaborer avec tous les ordres de gouvernement, l'industrie et d'autres intervenants afin d'assurer la croissance et la prospérité économique à long terme de l'Ouest canadien.

Lorsqu'on leur a demandé de décrire à quoi devrait ressembler une économie de l'Ouest canadien plus solide dans dix ans, les réponses données ont présenté une vision de l'économie de demain :

AVANT-GARDISTE
COMPÉTITIVE
ENTREPRENEURIALE
INCLUSIVE
RÉSILIENTE

Les participants à la mobilisation ont relevé les thèmes suivants comme éléments essentiels pouvant contribuer à la croissance future :

- **Diversification** : Diversifier les industries, la main-d'œuvre et les marchés de l'Ouest canadien.
- **Technologie et innovation** : Investir dans la recherche et le développement (R-D), le développement de grappes et la commercialisation.
- **Infrastructure** : Construire une infrastructure physique et numérique moderne et compétitive.
- **Développement des compétences et de la formation** : Mettre en place une main-d'œuvre hautement qualifiée et de classe mondiale.
- **Entrepreneuriat** : Encourager le démarrage, l'expansion et l'agilité des entreprises.
- **Marchés internationaux** : Assurer une forte présence et une solide réputation de l'Ouest canadien.

Les participants à la mobilisation ont relevé les thèmes suivants comme éléments essentiels pouvant contribuer à la croissance économique des Autochtones :

- **Élaborer conjointement des idées et collaborer** : Accroître la collaboration entre le gouvernement, l'industrie et les peuples autochtones.
- **Créer de nouvelles possibilités** : Créer des occasions grâce à des partenariats et à une participation à de grands projets.
- **Améliorer l'accès à l'éducation** : Assurer la formation axée sur des compétences et l'accès à des emplois.
- **Accroître les possibilités d'entrepreneuriat** : Augmenter l'accès au capital, au mentorat et aux réseaux.

Les participants à la mobilisation ont relevé les thèmes suivants comme éléments essentiels pouvant contribuer à l'amélioration de la participation économique des groupes sous-représentés, y compris les femmes :

- **Accéder aux possibilités** : Multiplier les possibilités en matière d'éducation, de formation et de mentorat.
- **Éliminer les obstacles** : Écarter les préjugés systémiques et les désavantages structurels
- **Les femmes** : Améliorer la flexibilité du milieu de travail et l'accès au capital de risque.
- **Les jeunes** : Assurer un financement, une formation et des mises en relations pour les premiers emplois et l'entrepreneuriat.
- **Les nouveaux immigrants** : Améliorer la reconnaissance des titres de compétence obtenus à l'étranger et l'accès aux programmes et aux services.

Les participants à la mobilisation ont relevé les thèmes suivants comme éléments essentiels pouvant contribuer à la façon dont les gouvernements, l'industrie et les Canadiens de l'Ouest peuvent collaborer pour faire croître l'économie régionale :

- **Renforcer les partenariats et la collaboration** : Faire croître les industries, les collectivités et la participation.
- **Communiquer et énoncer clairement les objectifs** : Améliorer la communication et la clarté des plans, des programmes et des objectifs du gouvernement.
- **Créer un climat favorable aux affaires** : Assurer la compétitivité et faciliter les affaires.
- **Soutenir une présence à l'échelle mondiale de l'Ouest canadien** : Accroître le commerce, les investissements et les alliances.
- **Donner à DEO et au gouvernement du Canada les rôles de rassembleurs** : Réunir les dirigeants de l'Ouest et les intervenants.

Ce que nous avons entendu saisit les grandes lignes du dialogue riche et instructif des participants au processus de mobilisation de DEO. Des liens vers des renseignements supplémentaires et des résumés des rapports sont fournis.



“

[...] [N]ous avons besoin de connaître votre opinion, car un plan économique élaboré à Ottawa à des milliers de kilomètres [...] ne suffira pas.

Nous devons comprendre les caractéristiques uniques et les possibilités, mais aussi les défis auxquels les Canadiens font face, et personne ne le sait mieux que vous-mêmes.

En travaillant ensemble, nous pouvons donc façonner une Stratégie de croissance de l'Ouest canadien adaptée aux besoins de la région et faire des investissements judicieux pour la prospérité à long terme de nos collectivités.

*L'honorable Navdeep Bains
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique
Lancement de la Stratégie de croissance de l'Ouest canadien, septembre 2018*

CONTEXTE DE LA MOBILISATION

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

L'OUEST CANADIEN DANS UNE ÉCONOMIE MONDIALE

L'Ouest canadien a connu en moyenne une solide performance économique et une forte croissance au cours de la dernière décennie, malgré des défis comme la fluctuation des prix des produits de base. Cela est attribuable à une forte demande mondiale de nos ressources naturelles, qui a attiré des capitaux privés à des niveaux élevés. Cette excellente performance économique a également contribué au développement d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et à la croissance de nombreux secteurs technologiques à forte valeur ajoutée, allant de l'agriculture aux technologies propres. Toutefois, des signes semblent indiquer que la capacité de l'Ouest canadien à poursuivre et à élargir cette performance est incertaine. Ces signes comprennent les suivants :

1. La diminution des investissements du secteur privé liés à la mise en valeur et à l'exploitation durable des ressources naturelles, ainsi que la prise en compte des engagements en matière de changements climatiques.
2. Le maintien de la compétitivité et de l'innovation.
3. La capacité d'attirer une main-d'œuvre inclusive, qualifiée et entrepreneuriale qui sera essentielle pour l'économie mondiale de l'avenir.

L'instabilité mondiale du commerce et des investissements se répercute sur notre capacité à exporter, ainsi qu'à attirer des capitaux étrangers et des partenariats commerciaux. Cela se reflète par la réduction des prix de nombreux produits de base qui ont traditionnellement stimulé la croissance économique et les nouveaux investissements dans l'Ouest canadien, ainsi que par les marchés en déclin pour de nombreux produits de l'Ouest canadien.

Les participants ont relevé que de nouveaux accords commerciaux, tels que l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne, l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) et l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), offrent de nombreuses occasions d'affaires et d'exportation.

Les participants ont également souligné la capacité de recherche croissante de l'Ouest canadien dans de nombreuses industries émergentes. Les installations de recherche de calibre mondial, les établissements d'enseignement postsecondaire et les chercheurs de l'Ouest canadien offrent une base solide pour permettre à l'Ouest canadien de participer au développement de nouvelles découvertes technologiques et de nouvelles industries capables de soutenir la croissance durable et à valeur ajoutée des secteurs des ressources naturelles. Elles permettent également à l'Ouest canadien d'être concurrentiel à l'échelle mondiale dans la création et la commercialisation d'industries émergentes. Ces industries comprennent l'intelligence artificielle (IA), les technologies médicales et les soins de santé de précision, la biotechnologie et les matériaux composites.

CONTEXTE STRATÉGIQUE

LA NÉCESSITÉ D'UNE STRATÉGIE DE CROISSANCE DE L'OUEST CANADIEN

L'élaboration d'un cadre stratégique, tel que la Stratégie de croissance de l'Ouest canadien, nécessite une perspective à long terme qui définit la vision et les objectifs d'une économie de l'Ouest canadien de l'avenir. Cela nécessite également un plan d'action qui peut servir de guide pour la croissance économique et le développement futurs. Bon nombre des commentaires formulés par les participants laissent entendre que s'il existe des possibilités d'améliorer la production et la productivité à valeur ajoutée dans les secteurs traditionnels, afin d'avoir un effet réellement transformateur, la Stratégie de croissance de l'Ouest canadien doit intégrer l'Ouest pour tirer parti des perspectives de croissance liées aux diverses collectivités de l'Ouest canadien et aux nouvelles industries et entreprises fondées sur les connaissances.

Une étape importante de l'élaboration de la Stratégie de croissance de l'Ouest canadien consiste à veiller à ce qu'elle soit liée au programme et aux priorités économiques du gouvernement fédéral. Pour cette raison, au moment de l'élaboration de la Stratégie de croissance de l'Ouest canadien, il sera important de s'appuyer sur les recommandations des [Tables de stratégies économiques](#) et de les placer dans le contexte de l'Ouest canadien. Celles-ci incluent six initiatives phares visant à soutenir la croissance et le développement économique du Canada :

1. Monter sur le podium (en formant des chefs d'entreprise de calibre international dans des secteurs clés)
2. Réglementation souple
3. Compétences et talents
4. Adoption de technologies
5. Infrastructure (numérique et physique)
6. La marque Canada

En alignant la Stratégie de croissance de l'Ouest canadien sur d'autres stratégies et initiatives fédérales en matière d'économie et de développement, les politiques et les programmes du gouvernement fédéral se compléteront.

UN APERÇU

LE PROCESSUS DE MOBILISATION

Le processus de mobilisation s'est déroulé sur une période de 10 semaines, entre le 11 septembre 2018 et le 16 novembre 2018. Il comprenait un ensemble de forums en ligne et en personne. Pour soutenir la mobilisation des participants, DEO a préparé un document d'information intitulé « Vers une Stratégie de croissance de l'Ouest canadien : [Document sur la mobilisation](#) ». Ce document présente un aperçu du contexte de la mobilisation et des renseignements généraux sur le rendement économique, la structure commerciale et les caractéristiques démographiques de l'Ouest canadien. Il comprend également des liens vers des documents supplémentaires sur l'Ouest.

Un but important du processus de participation était de rencontrer les personnes là où elles se trouvaient, ce qui a permis de réduire les obstacles à la participation. DEO a utilisé les techniques en ligne et en personne suivantes :

1. En ligne : La plateforme canadienne PlaceSpeak a permis la participation en ligne des particuliers et des organisations. Grâce à la plateforme, un dialogue a pu s'instaurer entre tous les participants. Le forum de discussion était ouvert du 11 septembre 2018 au 16 novembre 2018. De plus, DEO a invité le public à soumettre ses idées et commentaires en utilisant diverses méthodes, y compris par la poste, par courriel et au moyen des médias sociaux. Au total, 54 soumissions ont été reçues en ligne.

2. En personne : Diversification de l'économie de l'Ouest Canada a organisé des tables rondes dans les quatre provinces de l'Ouest. Ces séances en personne ont permis aux intervenants d'échanger des réponses aux questions de manière détaillée. DEO a également fourni un aide-mémoire pour la discussion sur son site Web afin d'encourager les intervenants à organiser leurs propres tables rondes.

Pour aider à mieux cibler la participation, DEO a demandé aux participants de répondre à cinq questions. Ces questions fournissent la structure de la discussion de « Ce que nous avons entendu » dans les prochaines sections du rapport :

- 1. À quoi ressemblera une économie de l'Ouest canadien plus solide dans dix ans?**
- 2. Quelles sont les meilleures façons de stimuler une nouvelle croissance dans l'Ouest canadien?**
- 3. Qu'est-ce qui permettra à l'économie autochtone de continuer à croître?**
- 4. Comment pouvons-nous améliorer la participation économique dans l'Ouest des sous-représentés (notamment les femmes, les jeunes et les nouveaux immigrants)?**
- 5. Comment les gouvernements, l'industrie et les Canadiens de l'Ouest peuvent-ils collaborer pour faire croître l'économie régionale?**

Près de 450 personnes de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba ont participé tant aux forums de mobilisation en ligne qu'en personne. DEO a animé 25 tables rondes et 14 séances ont été organisées par d'autres organisations.

Pour faciliter la conception, l'analyse et le suivi de la participation à la mobilisation, ainsi que pour cerner le niveau et les sujets abordés dans chacune des cinq questions, DEO a eu recours aux services d'une tierce partie indépendante possédant une expertise dans la mobilisation en ligne et l'analyse quantitative. Grâce à ses services, DEO a pu suivre le nombre de participants et la fréquence à laquelle ils ont mentionné des thèmes ou des sujets précis. Une brève description de la méthodologie de cette analyse est fournie dans [l'annexe III](#).

QUI S'EST EXPRIMÉ?

ABB Canada • Chambre de commerce autochtone • Ag-West Bio Inc. • AKI Energy • Jeunes entrepreneurs autochtones de l'Alberta • Alberta Community & Co-Operative Association • Alberta Construction Association • Alberta Enterprise Corporation • Alberta Forest Products Association • Alberta Health Services • Alberta Indian Investment Corporation • Relations avec les Autochtones de l'Alberta • Alberta Innovates • Alberta Women Entrepreneurs • Alberta's Industrial Heartland Association • Association des municipalités bilingues du Manitoba • Athabasca Basin Development • Axine Water Technologies • Banque du Canada • Battlefords Agency Tribal Chiefs • BC Council of Forest Industries • BC Mining Association • BC Tech Association • Bio Alberta • Bioscience Association • Manitoba Blackline Safety • Business Council of British Columbia • Business Link Buy Social Canada • Calgary Economic Development • Cameco • Canada West Foundation • Alliance canadienne pour l'innovation dans les sables bitumineux • Association canadienne des producteurs pétroliers • Fédération canadienne de l'entreprise indépendante • Centre canadien de rayonnement synchrotron • Manufacturiers et Exportateurs du Canada • PDG – Alberta Council of Technologies Society • Association canadienne de l'industrie de la chimie • Chef de la Première Nation de Little Black Bear • Ville de Calgary • Équipe de gestion des loisirs de la Ville de Calgary • Ville d'Edmonton • Ville de Prince George • Clarence Campeau Development Fund • Co.Labs • College of New Caledonia • Commissariat aux langues officielles Manitoba/Saskatchewan • Aide au développement des collectivités – Boundary • Aide au développement des collectivités – Colombie-Britannique • Aide au développement des collectivités – Crowsnest Pass • Aide au développement des collectivités – Highwood • Aide au développement des collectivités – Okanagan-Nord • Aide au développement des collectivités – Peace Country • Aide au développement des collectivités – Prince Albert • Aide au développement des collectivités – St. Paul – Région de Smoky Lake • Aide au développement des collectivités – St. Paul – Région de Smoky Lake – association Northeast Food Marketers • Aide au développement des collectivités – St. Paul – Région de Smoky Lake – Secteur : Chambre de commerce/Petites entreprises, Elk Point, Alb. • Aide au développement des collectivités – St. Paul – Région de Smoky Lake – Secteur : Organismes à but non lucratif/Petites entreprises, St. Paul, Alb. • Aide au développement des collectivités – St. Paul – Région Smoky Lake – Secteur : Bénévoles/Entreprises, St. Paul, Alb. • Aide au développement des collectivités – Stuart Nechako • Aide au développement des collectivités – Traité n° 7 • Aide au développement des collectivités – West Interlake • Conexus Credit Union • Connection Silicon Valley • Conseil de développement économique de l'Alberta • Co-operatives First • Creative BC • Creative Destruction Labs – Rocheuses • Département de génie chimique et des matériaux, Université de l'Alberta • Des Nedhe Development LP • District de New Hazelton • Economic Developers Alberta • Développement économique Lethbridge • Développement économique Regina • Éco-Ouest • Chambre de commerce d'Edmonton • Edmonton Economic Development Corporation • Edmonton Global • Aéroport international la région métropolitaine Industries Office • EnviroTREC de l'agriculture, de la vie et de l'Alberta • Farmers Edge • First Nation's Power Authority Council • Flexhopper Inc. • Genome Prairie • GO du Manitoba • Gouvernement économique et du Commerce Britannique – Ministre de Technologie • Gouvernement de la Colombie-Britannique – Bureau de la Colombie-Britannique Grand Saskatoon • Greater Growing Greener Innovations • Organisateur d'entreprise • Services aux Autochtones Alberta • Information and Association of Manitoba (ICTAM) ISM Canada • Johnson-Shoyama • Johnstone Group • Keewatin • Kim Baird Strategic Consulting de Lethbridge • Lethbridge MacEwan University • Chambre Manitoba Council for International Technology Accelerator • Maire Green Lake • Développement Tribal Council • Métis Nation General Council • Mobilisation économique des municipalités

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU PRINCIPAUX THÈMES ET MESSAGES PAR QUESTION

La section suivante du rapport résume les commentaires provenant des participants au processus de mobilisation reçus par DEO. Elle est présentée en fonction des cinq questions principales posées par DEO au cours du processus de mobilisation. Pour chaque question, on présente un aperçu du ton général et du contenu des commentaires reçus, suivi de l'introduction de certains des principaux thèmes de discussion et des principales questions soulevées par les participants.

À la fin du résumé de chaque question se trouve un tableau d'analyse thématique qui présente les cinq principaux thèmes soulevés par les participants en réponse à chaque question. Ce tableau est fondé sur un outil d'évaluation d'analyse quantitative qui indique la fréquence à laquelle chaque thème a été soulevé.

Ressources naturelles Canada • New Media Manitoba • New North, association des communautés nordiques de la Saskatchewan • North West Communities Wood Products • Northern Alberta Institute of Technology • Bureau de Randy Boissonnault • Bande des Premières Nations de Paul • Peraton Canada • Personnel du CDEM • Points Athabasca • Administration portuaire de Port-Alberni • Precision ADM • Administration portuaire de Prince George • Administration portuaire de Prince Rupert • Pro Metal Industries • Projet de gestion des matières ligneuses de la région de la Rivière de Winnipeg • Projet ECA (Échanges commerciaux Canada-Afrique) • Province du Manitoba • Services publics et Approvisionnement Canada Raytheon Canada • Red River College • Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE Canada) • Réseau en immigration francophone du Manitoba • Rivet Management • Banque Royale du Canada • S.U.C.C.E.S.S. • Sask Polytech • Saskatchewan Cattlemen's Association • Chambre de commerce de la Saskatchewan • Saskatchewan Co-operative Association • Saskatchewan First Nations Natural Resource Centre of Excellence • Saskatchewan Research Council • Saskatchewan Trade and Export Partnership • Saskatchewan Young Professionals and Entrepreneurs (SYPE) • Saskatoon Berry Council of Canada • SeedUps Canada • fune enSettlement Investment Corporation • Southern Alberta Institute of Technology • SouthGrow Regional Initiative • Square One • St. Paul, Alb. • Chambre de commerce de Surrey • Technology Pathfinders • The Centre for Innovation Studies • Toma & Bouma Management Consultants, New West Networks Inc. • Total Containment Inc. • TradeWinds to Success • Translink • Premières Nations de l'Alberta signataires du traité n° 8 • Chef tribal du conseil tribal de File Hills Qu'Appelle • Tribal Chiefs Ventures • UNIGLOBE LGI Travel • University College of the North (UCN) • University Hospital Foundation • Université de l'Alberta • Université de la Colombie-Britannique • Université de Calgary • Université de Lethbridge • Université du Nord de la Colombie-Britannique • Département de physique et de génie physique de l'Université de la Saskatchewan • Université de Victoria • Systèmes Télécommandés Canada • Vancouver Economic Commission • Administration portuaire de Vancouver Fraser • VizworX Inc. • WaVv • Westcap Management Ltd. • Western Canadian Defence Industries Association • WestGrid • Women Building Futures • Women Entrepreneurs of Saskatchewan Inc. • Centre d'entreprises des femmes du Manitoba – Secteur : communauté d'affaires • World Trade Centre • Yardstick Software • YMCA Canada



QUESTION N° 1

À QUOI RESSEMBLERA UNE ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN PLUS SOLIDE DANS DIX ANS?

INTRODUCTION

En abordant cette question, les participants ont parlé de ce qu'ils considéraient comme des éléments clés et des caractéristiques d'une économie de l'Ouest canadien de demain solide et performante. Les participants ont soulevé les points suivants :

- la nécessité d'une plus grande diversification des secteurs, des marchés et d'une participation au marché du travail inclusive;
- l'importance de tirer profit des technologies pour garantir des industries et des entreprises productives et compétitives, ainsi que la commercialisation de la R-D;
- une infrastructure moderne et efficace;
- une plus grande attention à la transformation de petites entreprises en grandes entreprises;
- veiller à ce que tous les Canadiens de l'Ouest, notamment les peuples autochtones, les femmes et les autres groupes, dont les taux de participation sont faibles, tirent parti de la croissance économique.

Dans le cadre de cette discussion, les participants ont également souligné l'importance d'établir des mesures claires du rendement et des résultats d'une Stratégie de croissance de l'Ouest canadien, ainsi que des politiques et des programmes gouvernementaux distincts. Cela permettrait d'évaluer les progrès et les réussites, ainsi que de procéder aux ajustements nécessaires.



Une économie plus solide s'appuiera sur la croissance des secteurs émergents, la croissance du commerce et des investissements, la création d'emplois et la progression des revenus, ainsi que sur une image de marque internationale qui témoigne du leadership de l'Ouest canadien dans les secteurs clés et dans le secteur de l'innovation.

L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN DE DEMAIN EST :

- Avant-gardiste
- Compétitive
- Entrepreneuriale
- Inclusive
- Résiliente

AVANT-GARDISTE

Les Canadiens de l'Ouest veulent une économie capable de tirer pleinement parti de ses instituts de recherche et ses établissements postsecondaires de calibre mondial. Cela implique de devenir des chefs de file dans la recherche et la commercialisation de technologies et de produits des industries émergentes fondées sur les connaissances, telles que l'intelligence artificielle (IA), les technologies médicales et les soins de santé de précision, la biotechnologie et les matériaux composites. Pour de nombreux participants, être à la fine pointe de l'innovation et du rendement économique signifie également que les industries de l'Ouest canadien doivent être des chefs de file en matière d'innovation et d'adoption de technologies dans leur secteur, et qu'elles peuvent prévoir la conjoncture nationale et internationale en évolution et réagir face à celle-ci. De nombreux participants ont souligné les possibilités commerciales et économiques potentielles qui émergent dans des domaines tels que les technologies propres, l'agriculture à valeur ajoutée et les industries du film et du divertissement. Une participation et des investissements plus importants dans de tels secteurs de l'économie pourraient transformer l'Ouest canadien en chef de file mondial du développement durable des ressources naturelles et de nouvelles industries fondées sur les connaissances.



(Une économie plus solide permettrait) aux entreprises de l'Ouest canadien d'être reconnues comme des chefs de file en matière d'innovation, en raison du taux élevé d'adoption de la technologie et des grands talents.

COMPÉTITIVE

Un certain nombre de commentaires soulevés par les participants portaient sur le même thème visant à faire en sorte que le contexte commercial de l'économie de l'Ouest canadien facilite les moyens des industries et des entreprises à soutenir la concurrence au sein de l'économie mondiale. La compétitivité était considérée comme essentielle pour accéder aux chaînes d'approvisionnement mondiales et pour attirer les investissements, les talents, les partenariats et favoriser la pénétration du marché, ce qui est nécessaire à l'appui de la croissance et de l'expansion. Une économie et un secteur des affaires compétitifs dans l'Ouest canadien étaient également liés à un certain nombre de mesures ou de thèmes déterminés par les participants, notamment une infrastructure de transport et numérique moderne reliant l'ensemble de l'Ouest canadien, un environnement réglementaire favorable et cohérent, l'accès à une main-d'œuvre qualifiée et ayant une capacité d'adaptation, ainsi que la promotion des capacités commerciales et économiques de l'Ouest canadien sur les marchés mondiaux.

ENTREPRENEURIALE

Les participants à tous les forums de mobilisation ont véritablement mis l'accent sur la nécessité de promouvoir une culture entrepreneuriale solide dans l'Ouest canadien comme l'une des caractéristiques essentielles de l'économie de l'Ouest canadien de demain. Des entrepreneurs dynamiques et flexibles ayant accès aux compétences, au capital de risque et aux relations afin de faciliter le démarrage et l'expansion d'entreprises ont été considérés par beaucoup comme essentiels à la croissance et au développement des régions rurales et urbaines de l'Ouest. On nous a aussi dit que pour que les petites entreprises deviennent de plus grandes entreprises dans l'ensemble des secteurs et des groupes au sein de l'économie, il est important de transmettre davantage un esprit d'affaires dans tout l'Ouest, d'aider les femmes et les groupes sous-représentés à devenir entrepreneurs et de fournir aux Canadiens de l'Ouest les outils dont ils ont besoin pour créer et développer des entreprises.

INCLUSIVE

Les messages les plus fréquemment transmis par les participants étaient la nécessité de trouver des moyens de faire en sorte que tous les Canadiens de l'Ouest aient les possibilités et les outils nécessaires leur permettant de participer à la croissance et à la prospérité économiques de demain. Dans le cadre de leur vision concernant une économie plus solide de l'Ouest canadien, les participants se sont accordés pour reconnaître que le gouvernement, l'industrie, les collectivités et les établissements d'enseignement postsecondaire doivent collaborer efficacement afin d'éliminer les obstacles auxquels se heurte un grand nombre de particuliers, de groupes et de collectivités. Ces obstacles pourraient limiter leur participation à la croissance économique et industrielle de demain et leur capacité à en tirer parti. L'incapacité de prendre des mesures pouvant faciliter l'inclusion de groupes sous-représentés dans l'activité économique de l'Ouest, notamment les peuples autochtones, les femmes, les jeunes et les nouveaux immigrants, ainsi que dans les régions sous-représentées de l'Ouest canadien comme de nombreuses collectivités rurales et éloignées, a généralement été considérée par les participants, non seulement comme un échec de la politique publique, mais aussi comme un obstacle majeur à la capacité de l'Ouest canadien de maximiser son potentiel économique futur.

RÉSILIENTE

Bâtir une économie de l'Ouest canadien résiliente et capable de s'adapter à l'évolution des conditions et des tendances économiques et environnementales au sens large prend en compte plusieurs thèmes récurrents soulevés lors du processus de mobilisation. Les participants nous ont fait savoir que l'économie de l'Ouest canadien de demain avait besoin d'une structure économique et industrielle suffisamment diversifiée pour s'ajuster et continuer à se développer, en dépit des ralentissements sectoriels et des défis externes. Ces défis comprennent les cycles d'expansion et de ralentissement courants au sein de l'industrie de ressources naturelles, ou qui découlent de l'introduction de technologies perturbatrices dans des secteurs en particulier de l'économie. Les participants ont également parlé d'une économie qui considère le développement durable comme un avantage concurrentiel et une source potentielle d'idées nouvelles, de percées technologiques et de pratiques commerciales novatrices. Une plus grande attention portée au développement durable ne favoriserait pas seulement le développement et la croissance futurs. Cela permettrait également de créer de nouveaux emplois et de nouvelles entreprises, d'offrir de nouvelles possibilités d'exportation de technologies propres et d'attirer de nouveaux investissements et de nouvelles compétences dans l'Ouest.

Le tableau ci-dessous présente une répartition quantitative des cinq énoncés les plus importants abordés par les participants pour chaque thème ayant trait à l'économie, en réponse à la question 1. Nombre total de réponses : 578

THÈME	NOMBRE DE MENTIONS
1. Diversification et ampleur	143
2. Adoption ou avancée de nouvelles technologies, de l'intelligence artificielle ou de l'automatisation, ou amélioration de la productivité	143
3. Infrastructure améliorée ou moderne	102
4. Plus grande représentation des peuples autochtones ou des collectivités améliorées	74
5. Prix du pétrole ou secteur de l'énergie ou des ressources naturelles stables	65



QUESTION N° 2

QUELLES SONT LES MEILLEURES FAÇONS DE STIMULER UNE NOUVELLE CROISSANCE DANS L'OUEST CANADIEN?

INTRODUCTION

À la question no 2, on a demandé aux participants de déterminer les types d'initiatives et d'activités qu'ils estiment souhaitables pour parvenir à l'économie de demain ainsi que les mesures et les priorités qui s'imposent pour bâtir le type d'économie que nous souhaitons dans l'Ouest canadien.

Les réponses ont renforcé plusieurs des objectifs et des priorités économiques mentionnées dans la réponse à la question no 1. Les participants qui ont répondu à la question no 2 ont cerné un large éventail de mesures qui, à leur avis, permettraient d'améliorer les performances et la croissance économique du Canada.

APERÇU

POUR ASSURER LA CROISSANCE DANS L'OUEST CANADIEN, NOUS DEVONS METTRE L'ACCENT SUR CE QUI SUIT :

- **Diversification** : Diversifier les industries, la main-d'œuvre et les marchés de l'Ouest canadien
- **Technologie et innovation** : Investir dans la recherche et le développement (R-D), le développement de grappes et la commercialisation
- **Infrastructure** : Construire une infrastructure physique et numérique moderne et compétitive
- **Développement des compétences et de la formation** : Mettre en place une main-d'œuvre hautement qualifiée et de classe mondiale
- **Entrepreneuriat** : Encourager le démarrage, l'expansion et l'agilité des entreprises
- **Marchés internationaux** : Assurer une forte présence et une solide réputation de l'Ouest canadien

PRINCIPAUX THÈMES

STIMULER ET SOUTENIR LA CROISSANCE FUTURE

DIVERSIFICATION

L'une des suggestions pour assurer une croissance économique de l'Ouest canadien à long terme les plus souvent citées par les participants était de continuer de diversifier la structure économique ou industrielle de l'économie. Les participants ont parlé de la diversité dans le secteur industriel, sur les marchés, en matière de taille et de nature des entreprises, des produits et des services que nous exportons et de notre main-d'œuvre. D'après ce qui nous a été dit durant le processus de mobilisation, il était clair que les approches visant à promouvoir la diversification devraient être adaptées afin de tenir compte de différentes circonstances dans les régions et les collectivités de l'Ouest. Dans les grands centres urbains qui ont une forte capacité de R-D, des établissements postsecondaires et une grande communauté d'affaires et financière, il serait peut-être bon de concentrer les efforts de diversification sur la création et la commercialisation de nouvelles technologies et les grappes d'entreprises. Celles-ci peuvent appuyer la croissance et l'expansion de nouvelles industries du savoir afin de se greffer aux forces de l'Ouest canadien dans la production de ressources naturelles. Dans les plus petits centres urbains et dans de nombreuses collectivités rurales, les efforts de diversification peuvent nécessiter de nouveaux investissements en infrastructure, l'attraction des entreprises associées, et l'attraction et la rétention d'investissements, d'entreprises et d'employés qualifiés, ce qui mènera à une expansion économique et commerciale. Dans les collectivités à proximité de lieux de production de ressources naturelles et de nouveaux grands projets, la diversification peut prendre la forme d'une augmentation des possibilités offertes aux collectivités voisines et à leur population pour permettre l'acquisition de nouvelles compétences, trouver de l'emploi et créer de nouvelles entreprises qui peuvent servir de fondement à la croissance et à l'expansion futures dans d'autres secteurs de l'économie. Ces secteurs comprennent l'agriculture, le tourisme, les entreprises en ligne et les petits fabricants à valeur ajoutée.

TECHNOLOGIE ET INNOVATION

Un fort pourcentage de participants a cerné l'importance de la technologie et de l'innovation en tant que moteur de la croissance de demain. Cela comprend une prise de mesures dans un certain nombre de secteurs, comme le fait de continuer de faire des investissements en R-D et dans les établissements postsecondaires pour appuyer la découverte et la commercialisation de nouvelles technologies et de nouveaux produits et services. Les participants ont également reconnu le potentiel qu'ont la technologie et l'innovation pour ce qui est d'accroître la compétitivité de nombreux secteurs industriels principaux de l'Ouest canadien, comme les secteurs de l'énergie, agricole, forestier et minier, grâce à l'introduction de technologies propres et à l'adoption de technologies de pointe qui peuvent augmenter la productivité et réduire les coûts de production.

« Nous devons adopter pleinement les évolutions technologiques mondiales comme la numérisation et l'intelligence artificielle. Ces technologies peuvent également être appliquées à notre secteur de l'énergie ».

De nombreux participants ont également demandé un plus grand investissement en R-D de la part des secteurs public et privé afin de soutenir des partenariats qui favoriseraient la commercialisation et l'élaboration de grappes industrielles. Certains participants ont fait remarquer que le modèle de l'Initiative des supergrappes d'innovation du gouvernement fédéral était une bonne façon d'aider à orienter et à encourager la formation d'investissements et d'une industrie dans des secteurs ou des régions à forte croissance existants et potentiels de l'Ouest canadien. D'autres personnes ont mentionné le besoin de nouveaux modèles de financement novateurs, comme un fonds de fonds et un régime de crédits d'impôt en matière de R-D, pour stimuler le développement et l'adoption de nouvelles technologies dans les secteurs où l'Ouest canadien a des atouts incontestables et de nouveaux points forts, comme la biotechnologie, les piles à combustible et le traitement à valeur ajoutée.

INFRASTRUCTURE

Dans toutes les séances de consultation, les participants ont évoqué la nécessité d'avoir de meilleures infrastructures et des infrastructures mieux réparties sur le plan géographique, ce qu'ils considèrent comme une composante essentielle de la croissance de demain. Un point principal soulevé par les participants à l'égard de cette question portait sur le grand pourcentage de la population et la base industrielle des ressources naturelles à l'Ouest située à l'extérieur des grands centres urbains – souvent dans des régions éloignées.

Les participants à la mobilisation sont d'avis que la participation économique de nombreuses personnes et collectivités dépend de manière disproportionnée de la création d'infrastructures modernes et efficaces qui relient les entreprises et les collectivités rurales et éloignées aux environnements économiques et éducatifs dynamiques des grands centres urbains. Cela améliorerait également l'accès aux marchés canadiens et étrangers.

Il est ressorti des discussions des participants sur ce thème que l'amélioration des infrastructures physiques et numériques était nécessaire. L'amélioration à apporter aux infrastructures numériques était principalement liée à la connectivité à large bande dans les régions rurales de l'Ouest, un problème de longue date considéré comme urgent et nécessitant une action conjointe de la part du gouvernement pour être réglé.

Les commentaires que nous avons reçus au sujet des infrastructures physiques couvraient tout un éventail de domaines d'action envisageables, par exemple :

- s'assurer que les infrastructures de transport ferroviaire et routier de l'Ouest canadien permettent un transport terrestre efficace et sûr vers des marchés continentaux;
- mettre en place des infrastructures afin d'acheminer nos ressources nationales aux marchés internationaux, notamment en donnant à l'Ouest canadien la capacité portuaire et des pipelines nécessaires pour acheminer ses produits énergétiques de manière efficace;
- tirer parti des nouveaux corridors commerciaux du Nord, comme celui qui mène à Prince Rupert, en Colombie-Britannique, et du potentiel de nouveaux débouchés commerciaux et de nouvelles possibilités économiques liées au port de Churchill dans le Nord du Manitoba.

De nombreux participants ont également évoqué les obstacles liés au manque d'accès à des services à large bande de haute qualité auxquels les personnes et les collectivités à l'extérieur des grands centres urbains de l'Ouest canadien étaient confrontées. Sans l'accès à la large bande, la croissance économique dans de nombreuses collectivités de l'Ouest canadien continuerait de laisser passer des débouchés relatifs au démarrage d'entreprises et à l'emploi qui sont reliés aux secteurs de la vente au détail et des services en ligne en plein essor. Les participants ont également fait remarquer que l'incidence de cet écart sur le plan des infrastructures numériques se fait sentir de bien des façons. Cela comprend un manque d'accès à l'apprentissage à distance et à la formation en ligne qui, pour ce qui est de la création de nouvelles possibilités pour les personnes dans de nombreuses collectivités rurales ou éloignées, y compris les collectivités autochtones et les jeunes des régions rurales, perpétuera l'incapacité d'un grand nombre de Canadiens de l'Ouest à participer pleinement et à profiter des possibilités d'emploi et de croissance de demain.

« En l'absence d'infrastructures comme la communication, le transport, et l'électricité et l'eau fiable, les économies accusent une baisse au lieu de croître ».

DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET DE LA FORMATION

Les participants nous ont fait savoir qu'une main-d'œuvre hautement qualifiée et éduquée s'impose pour assurer la croissance de demain dans l'Ouest canadien. En plus d'un vaste soutien pour faire en sorte que tous les Canadiens de l'Ouest aient accès aux compétences et à la formation, les réponses des participants ont mis l'accent sur deux aspects connexes qui montrent en quoi il est important de bâtir cette capacité dans l'Ouest canadien.

Le premier aspect est qu'il faut donner aux Canadiens de l'Ouest l'occasion d'acquérir et de perfectionner continuellement les types de compétences qui seront exigées par l'économie de demain. Les participants ont souligné la nature changeante des travaux et des compétences nécessaires pour une main-d'œuvre ayant la capacité de s'adapter et productive. Comme cela est mentionné aux questions no 3 et no 4, ils ont proposé plusieurs idées pour faciliter les choses en ce sens. L'autre aspect lié à cette question est celui de la nécessité des entreprises et des industries canadiennes d'avoir accès à une main-d'œuvre hautement qualifiée pour être concurrentielles dans une économie mondiale.

En réponse à cette question, certains participants ont fait remarquer que les gouvernements, l'industrie et les établissements d'enseignement doivent travailler ensemble pour mieux comprendre les demandes futures du marché de travail et élaborer un plan coordonné pour veiller à ce que le système d'éducation produise la main-d'œuvre et les diplômés qualifiés qui permettent de répondre aux besoins changeants de l'économie de l'Ouest canadien. On nous a également dit que, compte tenu des changements rapides qui caractérisent l'économie moderne d'aujourd'hui, il est important que ces intervenants travaillent ensemble pour faire en sorte que les possibilités de perfectionnement continu des compétences et le recyclage soient accessibles et ciblées judicieusement pour aider les employés et les employeurs à s'adapter aux nouvelles tendances et aux conditions changeantes de l'économie plus large.



L'éducation continuera d'être un investissement essentiel pour faire en sorte que l'Ouest canadien produise des diplômés qui possèdent les compétences et les qualités nécessaires pour tirer des leçons et s'adapter continuellement aux conditions changeantes. Cela signifie qu'il faut davantage de diplômés en sciences, en technologie, en ingénierie et en mathématiques (STIM) pour rattraper notre retard sur nos rivaux de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du G20, mais également s'assurer que les rôles essentiels des milieux des affaires, comme les ventes, la gestion des produits, les opérations, le marketing et la communication, font également partie du tableau.

« Il faut améliorer la formation du personnel – l'économie de demain exigera un recyclage professionnel continu des travailleurs ».

« Nous devons développer des liens plus solides entre le monde des affaires et... les établissements postsecondaires afin de mettre en relation les diplômés et les employeurs qui tentent de répondre à un besoin ».

ENTREPRENEURIAT

La détermination et la discussion par les participants sur l'importance de créer un environnement plus axé sur l'entrepreneuriat et qui encourage la prise de risques dans l'Ouest canadien étaient à certains égards étroitement liées à la discussion sur le type de compétences et formation sur lesquelles on doit mettre l'accent dans l'économie de demain. Ce que nous avons entendu sur l'entrepreneuriat comprenait également un plus vaste ensemble d'idées et d'observations sur le type d'action, de politiques et de programmes nécessaires dans l'Ouest afin de créer un environnement dans lequel l'entrepreneuriat peut prospérer. Il est clair que du point de vue d'un grand nombre de participants à la mobilisation, un soutien solide et coordonné à l'entrepreneuriat est l'une des meilleures façons de stimuler la croissance économique de demain dans l'Ouest.

Les participants ont échangé des idées concernant le fait d'encourager et d'habiliter les entrepreneurs en améliorant l'accès au capital d'amorçage et de risque à un stade précoce pour le démarrage et l'expansion des entreprises au moyen de mécanismes tels que la création d'une banque de l'entrepreneuriat. Voici d'autres idées :

- Faire connaître tôt les possibilités de formation et de démarrage d'entreprise aux étudiants afin de les aider à développer le type de culture entrepreneuriale et de base de connaissance à même de les soutenir dans l'économie;
- Faciliter la mise en réseau et les possibilités de collaboration au moyen d'incubateurs, de programmes spécialisés et de prix afin d'appuyer les nouvelles entreprises et de permettre l'acquisition des compétences nécessaires pour démarrer une nouvelle entreprise, attirer des investissements et perfectionner les compétences en gestion et opérationnelles requises pour que les petites entreprises deviennent de grandes entreprises.

« Il est temps de réfléchir à l'entrepreneuriat sous un autre angle et d'éliminer les obstacles qui empêchent les Canadiens de monter une entreprise ».

« Nous devons encourager l'entrepreneuriat dans l'ensemble de notre système gouvernemental, de santé, d'éducation, etc. ».

MARCHÉS INTERNATIONAUX

L'un des messages récurrents communiqués par les participants était la nécessité pour le Canada de l'Ouest d'accroître le niveau de ses activités d'exportation, de rehausser son « image de marque » et de renforcer sa présence sur les marchés d'exportation. De nombreux participants ont évoqué l'importance d'accroître le commerce international et d'assurer une solide présence internationale pour une croissance future dans de nombreux secteurs de l'économie de l'Ouest canadien. Ces commentaires englobent divers points de vue. Certains participants ont fait remarquer qu'en dehors des secteurs des ressources naturelles, seul un faible pourcentage d'entreprises de l'Ouest canadien exportaient vers des marchés étrangers et la plupart de ces exportations étaient uniquement à destination du marché américain. En ce qui concerne les secteurs des ressources naturelles, plus précisément les secteurs pétrolier et gazier, de nombreux participants de partout dans l'Ouest ont estimé qu'il était essentiel de faire en sorte que la production et les exportations de l'Ouest canadien puissent accéder aux marchés d'exportation comme la région Asie-Pacifique en toute sécurité et de manière efficace pour soutenir la croissance économique dans un avenir proche. On nous a également dit qu'il faut encore en faire plus pour encourager et aider les entreprises de l'Ouest canadien à se faire connaître et à devenir plus populaire sur les marchés étrangers – plus précisément sur d'autres marchés autres que le marché américain – grâce à l'élaboration et à la promotion plus dynamique d'une image de marque de l'Ouest canadien et en augmentant le soutien financier accordé aux non-exportateurs et aux petites entreprises afin de tirer parti de possibilités précises en matière d'exportation et de les cerner. Nous avons entendu que les Canadiens de l'Ouest doivent être bien placés pour tirer parti des débouchés commerciaux liés aux accords commerciaux négociés récemment, comme l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AÉCG) et l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), et de nouvelles possibilités qui découleront des nouveaux accords et arrangements commerciaux dans la région Asie-Pacifique. Outre la croissance des entreprises et les possibilités d'expansion attribuables à l'augmentation des exportations, on a noté que l'accroissement de l'exposition et de la participation de l'Ouest canadien sur les marchés internationaux pourrait donner lieu à des investissements plus importants des sources étrangères et être le fruit de partenariats et de collaborations qui pourraient faire la promotion des forces en recherche et en technologie de l'Ouest canadien et contribuer à attirer le type de main-d'œuvre qualifiée et d'expertise scientifique pouvant aider à stimuler l'expansion industrielle et la croissance économique future.

Le tableau ci-dessous présente une répartition quantitative des cinq énoncés les plus importants abordés par les participants pour chaque thème ayant trait à l'économie, en réponse à la question 2. Nombre total de réponses : 488

THÈME	NOMBRE DE MENTIONS
1. Améliorations apportées aux infrastructures	88
2. Investissements dans les collèges, les universités, la formation ou l'éducation	81
3. Entrepreneuriat	80
4. Faciliter l'amélioration de la participation économique des groupes sous-représentés	74
5. Favoriser le libre-échange, accroître le commerce et conclure de meilleurs accords commerciaux	68



QUESTION N° 3

QU'EST-CE QUI PERMETTRA À L'ÉCONOMIE AUTOCHTONE DE CONTINUER À CROÎTRE?

INTRODUCTION

Les réponses à cette question ont souligné l'importance de formuler des stratégies de croissance et des plans d'action qui tiennent compte des circonstances particulières des collectivités et des peuples autochtones dans l'Ouest canadien. Les participants ont trouvé plusieurs idées et recommandations pour soutenir la croissance de l'économie autochtone et augmenter l'accès des peuples autochtones aux emplois et aux occasions d'affaires. Toutefois, nous avons également entendu que ces objectifs ne pourraient pas être atteints sans traiter un certain nombre d'autres questions qui ont une incidence sur la participation économique et le perfectionnement des Autochtones dans l'Ouest.

Parmi ces questions, il y avait la nécessité de remédier au manque d'infrastructure de base dans de nombreuses collectivités autochtones. Cela comprend l'accès à l'eau potable, à des logements sûrs et abordables, à de très bonnes écoles et à des services municipaux dont la croissance économique dépend. Les participants qui ont répondu à cette question ont également cerné des questions liées au besoin de relations de nation à nation plus solides, et de politiques et de stratégies qui tiennent compte des connaissances traditionnelles et des points de vue des peuples autochtones. On a également noté que les peuples autochtones font face à des préjugés systémiques qui créent des obstacles pour obtenir du financement et de l'emploi. De plus, l'éloignement des collectivités ainsi que le manque d'infrastructures physiques et numériques sont des facteurs qui peuvent compromettre de manière importante la croissance économique. Un autre thème soulevé pendant la mobilisation a été la nécessité pour les gouvernements d'honorer les traités et les droits des Autochtones, et d'aider à sensibiliser les gens à l'histoire des Autochtones, à titre d'étapes importantes pour promouvoir leur croissance et leur participation dans l'économie.

APERÇU

VOICI CE QU'IL FAUT POUR SOUTENIR LA CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE AUTOCHTONE :

- **Élaborer conjointement des idées et collaborer** : Accroître la collaboration entre le gouvernement, l'industrie et les peuples autochtones
- **Créer de nouvelles possibilités** : Créer des occasions grâce à des partenariats et à une participation à de grands projets
- **Améliorer l'accès à l'éducation** : Assurer la formation axée sur des compétences et l'accès à des emplois
- **Accroître les possibilités d'entrepreneuriat** : Augmenter l'accès au capital, au mentorat et aux réseaux

PRINCIPAUX THÈMES

APPUYER LA CROISSANCE DES AUTOCHTONES

ÉLABORATION CONJOINTE ET COLLABORATION

Un message clé des participants, surtout des participants autochtones, a été l'importance de la collaboration étroite du gouvernement et de l'industrie avec les collectivités autochtones pour planifier et mettre en œuvre des initiatives et des stratégies de croissance. Qu'il s'agisse des grands projets de ressources naturelles, de partenariats entre l'industrie et les Autochtones ou de l'élaboration de politiques et de programmes par les gouvernements, les participants étaient d'avis qu'il fallait consacrer plus d'efforts pour comprendre et concevoir des possibilités de croissance qui traitent des cultures et les traditions locales et au sens large des Autochtones et qui les respectent. Les participants ont fait remarquer que cela exige une plus grande participation des collectivités et des chefs d'entreprise autochtones ainsi qu'une plus grande dépendance sur eux pour aider les gouvernements et les autres intervenants à comprendre clairement les priorités pour la croissance des peuples autochtones de l'Ouest. Beaucoup de personnes ont mis en évidence l'importance d'établir des relations et des plans d'action fondés sur des forces et des atouts offerts par les peuples autochtones, et éliminant les obstacles uniques qui limitent la croissance et le perfectionnement des Autochtones. Les participants ont mentionné qu'une plus grande importance doit être accordée au fait de s'appuyer sur les modèles de collaborations fructueuses entre les partenaires autochtones et non autochtones comme les coentreprises entre les groupes autochtones et [SaskPower](#), [Suncor](#) et [Cameco](#), et [le modèle du First Nations Technical Services Advisory Group](#) à l'appui des services techniques à l'intention des collectivités autochtones.

CRÉATION DE NOUVELLES POSSIBILITÉS

Les participants ont mentionné l'importance d'accroître la participation économique des peuples autochtones dans une vaste gamme de secteurs. Cela comprend les projets de développement des ressources, la production agricole traditionnelle et à valeur ajoutée, les arts, la culture, le tourisme, la construction et les infrastructures. À titre d'exemple, on a noté qu'il existe des possibilités d'augmenter le taux d'emploi des Autochtones, le perfectionnement des compétences et la création d'entreprises liées au développement de grands projets de ressources naturelles dans l'Ouest canadien. Pour y parvenir, les participants ont insisté sur la nécessité pour l'industrie et les gouvernements de mobiliser les peuples autochtones pour élaborer conjointement des stratégies et des plans qui appuient la croissance de l'économie et des entreprises grâce à des chaînes d'approvisionnement et en encourageant la création de partenariats pour attirer de nouveaux investissements et la création d'emplois. Le processus d'approvisionnement du gouvernement a également été évoqué comme un moyen de soutenir la croissance des entreprises autochtones dans l'Ouest canadien, y compris le renforcement de la Stratégie fédérale d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones et l'étude de moyens d'amener tous les gouvernements à accroître la participation des Autochtones dans les processus d'approvisionnement.

« Je pense que nos collectivités autochtones doivent attirer des investisseurs ainsi que des entreprises avec une bonne technologie pour établir des partenariats ».



De nombreuses collectivités des Premières Nations se trouvent sur des terres propices à l'agriculture, pour des cultures, du bétail ou les deux. Cela est une excellente occasion pour ceux qui ne se sont pas encore lancés dans l'agriculture : il s'agit d'une possibilité économique pour leurs collectivités.

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'ÉDUCATION ET À LA FORMATION

Les participants ont parlé de l'importance que revêt l'éducation pour les jeunes autochtones, ainsi que l'amélioration de l'accès à l'éducation, y compris l'accès en ligne. D'autres idées soulevées comprenaient le financement des programmes de formation plus près des collectivités d'origine, le fait de rendre l'éducation et la formation plus abordable et le fait d'aborder l'éducation des Premières Nations différemment de l'éducation des autres populations. L'importance de l'évolution des programmes de formation et d'enseignement afin de prendre en compte les nouvelles technologies et compétences, l'entrepreneuriat (y compris l'éducation sur l'obtention de capitaux) ainsi que le fait d'assurer un large éventail de formations continues dans le cadre de programmes en fonction des aptitudes généraux, professionnels ou liés à un métier a également été soulignée.

Afin de faciliter la transition entre la salle de classe et la vie active, les participants ont suggéré le recours à diverses méthodes d'exécution spécialement adaptées aux collectivités autochtones. Ces méthodes pourraient comprendre le recours aux entreprises et aux chefs autochtones expérimentés et qui réussissent afin de présenter des études de cas pour éduquer les autres bandes, ainsi que des programmes pouvant être offerts aux collectivités autochtones. Plusieurs autres idées ont été avancées afin d'accroître la participation des Autochtones, notamment des ententes de partenariats ou de mentorat avec le secteur privé ou le gouvernement, et la création de partenariats entre les organisations autochtones et non autochtones dans des secteurs tels que les industries agricoles, culturelles et du tourisme où des partenaires autochtones peuvent travailler avec des entreprises et des partenaires établis qui amènent des ressources comme du capital et de la technologie dans le cadre du partenariat. L'importance des partenariats multipartites – par exemple, entre les gouvernements, les institutions postsecondaires et les collectivités autochtones – a également été soulignée comme moyen d'appuyer la transition vers la vie active, grâce à des mécanismes comme les subventions pour embaucher des étudiants stagiaires et réduire les coûts de formation, et à l'accroissement des recrutements d'étudiants autochtones par l'entremise d'organisations gouvernementales.

Un thème connexe est ressorti : l'augmentation des possibilités de mettre en relation des partenaires non autochtones avec des entreprises autochtones pour en apprendre davantage sur les réussites commerciales des entreprises autochtones et élaborer des possibilités de croissance. Les participants ont également mentionné la nécessité de plus d'occasions de présenter les réussites et de faire la promotion de partenariats d'affaires entre autochtones et non autochtones afin d'informer ces deux groupes.

« La création de petites entreprises devra être favorisée dans les collectivités autochtones. De nouvelles entreprises et compétences doivent émerger. Nos programmes de formation devront soutenir ces évolutions. Nos établissements postsecondaires devront relever le défi de soutenir ces exigences ».

« Chaque communauté autochtone est différente, et il y a toujours des obstacles fondamentaux à l'emploi, comme le fait de ne pas avoir de compte bancaire. La formation professionnelle doit être ajustée pour refléter cette situation. »

ACCROISSEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT

Les participants ont souligné l'importance de soutenir l'entrepreneuriat à titre de moyen de faire croître l'économie autochtone. Plusieurs mesures visant la promotion de l'entrepreneuriat, y compris l'amélioration de l'accès au capital de démarrage et à l'investissement providentiel, une plus grande prise de conscience et mobilisation des modèles des autres entreprises et bandes autochtones expérimentés et qui réussissent, le fait de s'appuyer sur les pratiques exemplaires élaborées par les entreprises et la communauté autochtone, et l'éducation sur l'entrepreneuriat, ont été relevées. L'idée d'appuyer le perfectionnement des chefs d'entreprises autochtones par l'entremise de programmes de mentorat et de programmes de stages grâce à des mécanismes comme le programme de leadership de stage offert par l'[Université de l'île de Vancouver](#) a également été avancée.

« L'économie autochtone croîtra grâce à une participation accrue à l'économie au moyen du travail et de l'entrepreneuriat... Le principal problème concernant l'entrepreneuriat est un manque de capital de démarrage, une exposition limitée aux modèles dans le domaine de l'entrepreneuriat, des programmes d'approvisionnement inefficaces pour les entreprises détenues par des Autochtones ainsi qu'un manque d'exposition à l'entrepreneuriat dans les écoles ».

« Nous devons offrir une partie des possibilités économiques qui découlent des grands projets aux collectivités autochtones. À titre d'exemple, les nouveaux projets pétroliers et gaziers, et les projets d'infrastructure nationaux doivent mettre de côté une partie du travail et de la chaîne d'approvisionnement pour les collectivités autochtones. Une stratégie nationale d'approvisionnement auprès des Autochtones serait aussi très utile ».

Le tableau ci-dessous présente une répartition quantitative des cinq énoncés les plus importants abordés par les participants pour chaque thème ayant trait à l'économie, en réponse à la question 3. Nombre total de réponses : 343

THÈME	NOMBRE DE MENTIONS
1. Entrepreneuriat, accès aux capitaux et participation économique	98
2. Améliorer les études et la formation, et résoudre les problèmes d'éducation	95
3. Programmes de mentorat ou de partenariat avec le secteur privé ou le gouvernement	81
4. Soutien du gouvernement amélioré ou plus efficace	67
5. Meilleure compréhension et meilleur soutien social et culturel	67



QUESTION N° 4

COMMENT POUVONS-NOUS AMÉLIORER LA PARTICIPATION ÉCONOMIQUE DANS L'OUEST DES GROUPES SOUS-REPRÉSENTÉS?

INTRODUCTION

Les participants ont souligné des thèmes et des obstacles communs liés à la participation auxquels les groupes désignés dans la question sont confrontés. Voici deux des principaux obstacles fréquemment cités :

- un manque d'accès aux possibilités d'éducation, d'acquisition de compétences, de formation et de mentorat;
- des préjugés systémiques et des désavantages structurels comme un manque de travail ou d'expérience des affaires et un manque d'accès aux réseaux établis qui pourraient aider les gens à trouver un emploi propre à leur niveau de compétence ou les investissements en capitaux et le soutien aux entreprises qui ouvriraient la voie à la réussite professionnelle et en affaires.



Il est habituellement très difficile de décrocher un premier emploi. Créer et appuyer les possibilités d'apprentissage intégrées au travail comme l'enseignement coopératif, les stages, les programmes d'apprentissage, etc. Inclure une composante de mentorat où les groupes sous-représentés peuvent être appuyés pendant les premiers mois en poste.

Nous avons également entendu que pour maximiser les potentielles contributions de ces groupes à la croissance économique future, il faudra peut-être repenser les pratiques économiques et commerciales traditionnelles.

Les entrepreneures figurent déjà parmi les créateurs de nouvelles entreprises et de nouveaux emplois qui réussissent et qui connaissent la croissance la plus rapide. Les jeunes, plus précisément ceux qui ont reçu une formation postsecondaire ou qui possèdent des compétences professionnelles, constituent un segment croissant d'entrepreneurs et de travailleurs possédant un savoir dans l'Ouest canadien. Ils participent activement au démarrage de nouvelles entreprises et ils sont à l'origine d'innovations en matière de produits et de services dans de nombreux secteurs. Les nouveaux immigrants, bien qu'ils soient souvent sous-employés en tant que groupe, offrent aux Canadiens de l'Ouest des compétences et des connaissances précieuses, ainsi que des réseaux de valeur qui sont essentiels à la croissance économique future.

Certaines des idées et des recommandations avancées par les participants pour répondre à cette question laissent entendre qu'il se peut que les gouvernements et l'industrie doivent trouver des moyens d'adapter les approches conventionnelles au développement et à la croissance économique pour que ces groupes, et les Canadiens de l'Ouest de façon plus générale, disposent des outils dont ils ont besoin. Par exemple, les participants ont noté que le financement des entreprises sociales et l'utilisation des modèles d'affaires coopératifs peuvent être un mécanisme efficace pour régler les problèmes d'accès aux capitaux et fournir du capital d'amorçage et un soutien aux entreprises aux nouveaux entrepreneurs. On a également suggéré que dans de nombreux secteurs, il faut trouver des moyens pour mieux mettre en relation les industries, les entreprises et les personnes et entrepreneurs créatifs issus de ces groupes sous-représentés. En plus de ces thèmes communs, les participants ont également relevé d'autres mesures qui pourraient être prises pour aborder ce qui, selon eux, représentaient des défis uniques auxquels étaient confrontés chacun des groupes sous-représentés et qui amélioreraient leur participation à l'économie.

APERÇU

LA PARTICIPATION ÉCONOMIQUE DES GROUPES SOUS-REPRÉSENTÉS PEUT ÊTRE AMÉLIORÉE EN ACCORDANT UN SOUTIEN ACCRU AUX GROUPES SUIVANTS :

Relever les défis communs qui se posent à la participation économique des groupes sous-représentés dans l'Ouest canadien, notamment :

- **Accéder aux possibilités** : Multiplier les possibilités en matière d'éducation, de formation et de mentorat
- **Éliminer les obstacles** : Écarter les préjugés systémiques et les désavantages structurels

Appuyer la participation économique des groupes sous-représentés en accordant un soutien accru aux groupes suivants :

- **Les femmes** : Améliorer la flexibilité du milieu de travail et l'accès au capital de risque
- **Les jeunes** : Assurer un financement, une formation et des mises en relations pour les premiers emplois et l'entrepreneuriat
- **Les nouveaux immigrants** : Améliorer la reconnaissance des titres de compétence obtenus à l'étranger et l'accès aux programmes et aux services

PRINCIPAUX THÈMES

ACCROÎTRE LA PARTICIPATION À L'ÉCONOMIE

LES FEMMES

Nous avons entendu que les femmes sont confrontées à des obstacles particuliers qui ne leur permettent pas de participer pleinement à l'économie. Cela comprend un manque de services de garde d'enfants abordables, les répercussions punitives de l'assurance-emploi pendant un congé parental, les difficultés à réintégrer la population active et un manque de flexibilité des employeurs pour répondre aux besoins des mères qui travaillent. Certains participants ont laissé entendre que le gouvernement et l'industrie doivent déployer plus d'efforts pour augmenter la représentation des femmes au sein des conseils d'administration des sociétés et aux postes de haute direction et pour prendre des mesures pour établir un bassin de femmes à qui on demande de siéger aux conseils.

Pour ce qui est du soutien aux femmes entrepreneures et à leurs entreprises, nous avons entendu un message important : « les femmes n'ont pas besoin que le gouvernement leur propose du financement et des programmes parce qu'elles sont des femmes, mais parce qu'elles sont propriétaires d'entreprises. » Nous avons également entendu qu'il est nécessaire d'envisager la création de nouveaux mécanismes créatifs pour faire tomber les obstacles auxquels les femmes font face et pour encourager la croissance et le développement des entreprises qui appartiennent à des femmes ainsi que l'obtention par ces dernières de postes de direction sur le marché du travail.

JEUNES

Dans leurs réponses à cette question, les participants ont insisté sur l'importance de créer des passerelles pour permettre aux étudiants et aux diplômés de participer à l'économie de demain de l'Ouest canadien. Les idées pour y parvenir étaient axées sur l'augmentation du financement et l'offre d'occasions plus nombreuses pour augmenter le nombre de stages, de programmes d'enseignement coopératifs et de premiers emplois pour les jeunes.

« Grâce aux programmes d'apprentissage intégré au travail, les étudiants et les petites entreprises peuvent créer des liens : les jeunes peuvent acquérir une expérience précieuse et les petites entreprises peuvent pourvoir les postes vacants. »

Les participants ont également souligné le besoin de créer des conditions et une culture qui faciliteraient le lancement de nouvelles entreprises par les jeunes et qui miseraient sur la créativité et les compétences numériques qui donnent souvent un avantage concurrentiel dans le monde des affaires. Pour y arriver, il a notamment été proposé que le système d'éducation propose davantage de formation en entrepreneuriat et que l'on donne accès à suffisamment de capital de risque et d'expertise en affaires, à l'aide de mentorat, pour créer une cohorte de jeunes entrepreneurs dynamiques et confiants.

NOUVEAUX IMMIGRANTS

Les participants ont reconnu que les nouveaux immigrants peuvent contribuer de façon importante à la croissance et au développement futurs dans l'Ouest canadien et qu'ils peuvent être une solution au manque de main-d'œuvre dans l'Ouest. Ils ont aussi parlé des coûts associés aux emplois vacants et à la productivité moins élevée si les immigrants continuent d'être un segment sous-employé et sous-utilisé de la population économique de l'Ouest canadien. Les idées suivantes ont été proposées lors du processus de consultation pour régler cet enjeu :

- Il faut une approche plus énergique dans l'Ouest canadien pour reconnaître les titres et compétences ainsi que les diplômes des nouveaux immigrants dans l'Ouest.
- Il faut élargir la formation et les examens linguistiques ainsi que les programmes de mise à niveau.
- Il faut mettre au point, en partenariat avec l'industrie, le gouvernement et les membres des communautés d'immigrants, des parcours et des systèmes de soutien mieux adaptés sur le plan culturel afin d'appuyer le recrutement, l'intégration et la rétention.

« La reconnaissance des titres et compétences obtenus à l'étranger est un obstacle constant qui nuit à l'intégration économique des immigrants et des réfugiés. Plus ces obstacles durent, plus il est difficile pour l'Ouest canadien de profiter des grandes compétences et des talents des immigrants et des réfugiés. »

Le tableau ci-dessous présente une répartition quantitative des cinq énoncés les plus importants abordés par les participants pour chaque thème ayant trait à l'économie, en réponse à la question 4.

Nombre total de réponses : 323

THÈME	NOMBRE DE MENTIONS
1. Formation officielle et mentorat	96
2. Formation d'apprenti et programmes d'enseignements coopératifs	81
3. Programmes incitatifs	70
4. Occasions de réseautage et de collaboration	56
5. Modifications législatives et ajustement des quotas pour générer des changements	55



QUESTION N° 5

COMMENT LES GOUVERNEMENTS, L'INDUSTRIE ET LES CANADIENS DE L'OUEST PEUVENT-ILS COLLABORER POUR FAIRE CROÎTRE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE?

INTRODUCTION

Les réponses des participants à cette question ont mis en évidence l'importance de relations de travail solides entre tous les intervenants de l'Ouest canadien pour assurer la croissance future. On sentait qu'il était urgent que le gouvernement et d'autres intervenants agissent pour mettre en place les politiques, programmes et stratégies qui permettront de « renforcer l'économie de l'Ouest canadien d'ici dix ans » et par la suite. Nous avons également entendu très clairement le point de vue de plusieurs participants indiquant que les politiques et les stratégies du gouvernement fédéral doivent être bien coordonnées et adaptées aux priorités de l'Ouest canadien ainsi qu'aux besoins des régions économiques, des collectivités et des groupes distincts de l'Ouest.

APERÇU

TRAVAILLER ENSEMBLE POUR FAIRE CROÎTRE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST, C'EST :

- **Renforcer les partenariats et la collaboration** : Faire croître les industries, les collectivités et la participation
- **Communiquer et énoncer clairement les objectifs** : Améliorer la communication et la clarté des plans, des programmes et des objectifs du gouvernement
- **Créer un climat favorable aux affaires** : Assurer la compétitivité et faciliter les affaires
- **Soutenir une présence à l'échelle mondiale de l'Ouest canadien** : Accroître le commerce, les investissements et les alliances
- **Donner à DEO et au gouvernement du Canada les rôles de rassembleurs** : Réunir les dirigeants de l'Ouest et les intervenants

TRAVAILLER ENSEMBLE

PARTENARIATS ET COLLABORATION

Les participants appuient largement l'accroissement de la collaboration et des partenariats entre les intervenants gouvernementaux et non gouvernementaux. On a cerné un certain nombre de domaines où la collaboration intergouvernementale et la planification conjointe par les gouvernements seraient avantageuses pour la croissance à long terme. Il s'agit notamment de l'amélioration de la coordination des politiques et des programmes pour appuyer le développement économique des Autochtones, de l'amélioration de la planification du marché du travail et d'une collaboration plus étroite en matière de développement des infrastructures, en particulier pour appuyer la croissance des régions en dehors des grands centres urbains. Il est important de noter que les réponses à cette question ne portaient pas uniquement sur l'amélioration de la collaboration entre les gouvernements. Par exemple, plusieurs participants ont indiqué qu'il fallait davantage de partenariats entre le secteur privé et les établissements d'études post-secondaires et d'autres institutions de recherche afin de mener des travaux de recherche et de développement axés sur le marché; ces travaux pourraient mener à la mise en marché de nouveaux produits et de nouvelles technologies, ainsi qu'à la promotion du transfert des technologies et des compétences à l'industrie et aux entreprises.

COMMUNIQUER ET ÉNONCER CLAIEMENT LES OBJECTIFS

En réponse à cette question, les participants ont souvent souligné qu'il est important que les gouvernements communiquent mieux. Par exemple, les participants trouvaient important que les organisations gouvernementales définissent et communiquent clairement les objectifs de leurs stratégies en matière d'économie et de développement des affaires, ainsi que la façon dont les progrès et les succès seraient définis et mesurés, et qu'ils établissent des cibles de rendement qui aideraient à évaluer la réussite de programmes et de projets précis. Cela pourrait aider les intervenants qui ne font pas partie du gouvernement à mieux comprendre leur rôle dans la stratégie économique et à faciliter la compréhension et la réalisation de concepts économiques et stratégiques plus abstraits, comme la productivité et l'innovation.

Certains participants jugeaient également utile d'étendre au-delà des sphères gouvernementales, industrielles et académiques la discussion sur les priorités en matière de politiques et sur les mesures précises concernant de nombreuses questions de politique économique, afin de créer un ensemble d'intervenants plus diversifié comme des représentants des collectivités, des organismes à but non lucratif, des organisations autochtones et des petites entreprises. Les participants qui ont exprimé cette idée croyaient non seulement qu'elle permettrait de rendre plus efficaces la planification et l'élaboration de programmes concernant plusieurs enjeux de développement économique, mais aussi qu'elle pourrait servir à lancer de nouvelles idées novatrices pour le traitement d'enjeux régionaux et sectoriels précis.

CRÉER UN CLIMAT FAVORABLE AUX AFFAIRES

Les participants partout dans l'Ouest canadien ont indiqué que les gouvernements devaient veiller à ce que le climat d'affaires au Canada leur donne un avantage concurrentiel sur les marchés mondiaux. Les idées et les recommandations précises qui ont été mentionnées dans le cadre de cette discussion comprenaient l'harmonisation des règlements et l'uniformité entre les agences gouvernementales et entre les gouvernements. Ainsi, le Canada et l'Ouest canadien possèderaient un régime de taxation et de réglementation qui attire les investissements, les talents et les partenariats internationaux essentiels à l'établissement d'une économie solide et compétitive dans l'Ouest canadien. La nécessité d'avoir des politiques et des règlements clairs, uniformes et favorables pour régir la propriété intellectuelle a également été indiquée comme étant une priorité pour faire en sorte que les innovations élaborées dans l'Ouest canadien, ainsi que les avantages économiques qui découlent de nos investissements en matière d'innovation, demeurent dans l'Ouest canadien. Plusieurs participants ont indiqué que la réduction des obstacles interprovinciaux en matière de réglementation et de commerce était prioritaire puisqu'il s'agit d'une façon importante de faciliter la croissance. Certains ont également insisté sur la simplification et l'amélioration des programmes et des services destinés aux entreprises, afin qu'il soit plus facile pour les intervenants de déterminer le programme de soutien dont ils ont besoin et de veiller à l'uniformité et à la rentabilité des mesures incitatives offertes par le gouvernement.

SOUTENIR UNE PRÉSENCE À L'ÉCHELLE MONDIALE DE L'OUEST CANADIEN

On a reconnu, tout au long du processus de consultation, l'importance des marchés internationaux et d'une solide présence à l'échelle internationale pour assurer une croissance économique et une prospérité continues dans tout l'Ouest canadien. Les participants étaient favorables à une approche plus collaborative et plus énergique de la part des gouvernements pour appuyer les entreprises de l'Ouest canadien dans les marchés internationaux, en particulier les petites entreprises qui ont une faible présence sur ces marchés. La force des relations de travail et de la coordination des activités dans ce domaine ont également été perçues comme importantes pour favoriser les collaborations commerciales et en recherches avec les partenaires internationaux, ainsi que pour attirer de nouveaux investissements et talents dans l'Ouest. Dans le cadre de la discussion sur ce sujet, certains participants ont appuyé l'idée d'élaborer et de promouvoir une « image de marque de l'Ouest canadien » pour mettre en valeur l'Ouest canadien sur la scène internationale. D'autres ont affirmé que la revitalisation du New West Partnership Agreement entre les provinces de l'Ouest canadien permettrait de collaborer pour la promotion du commerce et des investissements à l'échelle internationale et de promouvoir le commerce interprovincial et l'uniformité de la réglementation.

DONNER À DEO ET AU GOUVERNEMENT DU CANADA LES RÔLES DE RASSEMBLEURS

Certains participants ont laissé entendre que le gouvernement fédéral et plus particulièrement Diversification de l'économie Ouest Canada (DEO) pourraient jouer un rôle plus important de rassembleurs ou de facilitateurs en rassemblant les Canadiens de l'Ouest et les autres intervenants gouvernementaux et non gouvernementaux pour déterminer les tendances et les enjeux qui ont une incidence sur la croissance et le développement dans l'Ouest et pour déterminer les actions prioritaires. Dans le contexte de développement et de maintien d'une stratégie de croissance de l'Ouest canadien, plusieurs thèmes et enjeux soulevés par les participants ont été perçus comme des sujets pourraient mériter une discussion plus approfondie. En rassemblant de façon périodique les intervenants concernés, on pourrait discuter des tendances et des enjeux importants en matière de développement économique. Ces discussions pourraient aider les gouvernements et d'autres intervenants à déterminer ensemble les obstacles possibles ou les nouvelles occasions qui auront des répercussions sur la croissance future de l'Ouest ainsi qu'à travailler ensemble pour les aborder.

Le tableau ci-dessous présente une répartition quantitative des cinq énoncés les plus importants abordés par les participants pour chaque thème ayant trait à l'économie, en réponse à la question 5. Nombre total de réponses : 463

THÈME	NOMBRE DE MENTIONS
1. Augmentation de la collaboration, du dialogue et de la communication	170
2. Harmonisation des priorités, objectifs communs et résultats	121
3. Régime d'imposition stimulant les investissements	66
4. Moins de règlements	65
5. Règlements plus efficaces	42

PROCHAINES ÉTAPES ET REMERCIEMENTS

DEO, en collaboration avec ses homologues fédéraux, utilise les commentaires reçus pendant le processus de consultation afin d'éclairer l'élaboration d'un cadre pour la Stratégie de croissance de l'Ouest canadien. Ces commentaires serviront également de base aux discussions à venir avec les ministères et agences fédérales, les communautés autochtones, les gouvernements des provinces de l'Ouest et les intervenants. Nous ferons part de ce que nous ont dit les Canadiens de l'Ouest qui ont participé aux séances de consultation, de leur vision de l'économie future de l'Ouest canadien et de leurs idées au sujet des priorités, des politiques et des mesures qui peuvent appuyer la réalisation de cette vision.

Nous aimerions remercier tous ceux qui ont pris le temps et fait l'effort de fournir des commentaires au cours ce de processus. [L'annexe II](#) donne une liste complète des organismes qui ont participé aux séances de consultation de DEO. De façon collective et individuelle, leurs réponses ont été précieuses et ont aidé DEO et d'autres dirigeants gouvernementaux à mieux comprendre et définir les défis et occasions qui influenceront, dans l'Ouest canadien et les provinces, l'économie, l'activité industrielle et commerciale ainsi que le succès pour l'avenir.

ANNEXE I:

RÉSUMÉ DE LA TABLE RONDE

COLOMBIE-BRITANNIQUE

RÉSUMÉ

Ce rapport présente les principaux thèmes qui ont fait l'objet de discussions lors des tables rondes sur la Stratégie de croissance de l'Ouest canadien organisées dans la région de la Colombie-Britannique. Ces thèmes découlent des notes prises par plusieurs personnes et sont regroupés en fonction des cinq questions abordées lors des tables rondes. Bien que les discussions aux tables rondes aient couvert une panoplie de sujets, les éléments qui ont trouvé le plus d'écho chez les participants étaient les suivants :

- Mesure du succès économique
- Innovation (occasions en agriculture, santé de précision et industrie cinématographique)
- Compétences, formation, attraction et rétention des talents
- La connectivité comme facilitant pour la croissance des communautés autochtones
- Intégration des femmes et des Autochtones dans les conseils d'administration des entreprises
- Importance d'élaborer des solutions régionales
- Tirer profit du corridor commercial du Nord
- Le gouvernement fédéral comme rassembleur

RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS CONCERNANT LES MESURES À PRENDRE

Les participants aux tables rondes ont apporté un bon nombre de recommandations et de suggestions pour la prise de mesures cadrant avec les thèmes principaux mentionnés ci-dessus :

- Nous devons nous pencher sur notre **définition du succès économique** et veiller à ce qu'elle aille plus loin que la mesure traditionnelle du produit intérieur brut (PIB). Elle doit prendre en considération les éléments environnementaux et sociaux ainsi que l'inclusion.
- L'industrie cinématographique devrait se concentrer sur la **création de propriété intellectuelle** afin de demeurer compétitive à l'échelle mondiale.
- Il faut mettre en œuvre un programme pour **encourager l'esprit entrepreneurial**, réduire le fardeau financier pour l'innovation et enlever une partie du risque inhérent de l'entrepreneuriat.
- Les entrepreneurs de la Colombie-Britannique doivent **regarder vers l'étranger et envisager l'exportation**.
- Il faut créer des mécanismes pour aider les entreprises à **établir et appuyer les capacités de la haute direction d'une entreprise en croissance** lorsque sa taille passe de moyenne à grande.
- Nous devons nous assurer d'avoir **la meilleure infrastructure (en particulier en matière de connectivité) dans les communautés autochtones**, car cela est un facilitant de la croissance. On ne peut pas bâtir des entreprises innovatrices de renommée mondiale sans cela.
- Un **soutien continu pour les soins à l'enfance** améliorerait la participation économique des groupes sous-représentés.
- Si nous voulons que les choses évoluent pour les femmes et les Autochtones, nous avons besoin **d'une plus grande représentation aux conseils d'administration des entreprises**.
- Le gouvernement devrait mettre en place des mesures incitatives pour **l'élaboration de solutions régionales** en matière de développement économique.
- Les Autochtones doivent avoir **un meilleur accès aux formations et aux emplois** pour les projets d'extraction des ressources.
- Il faut plus de collaboration et de codéveloppement entre les Autochtones, le gouvernement et l'industrie.
- Le gouvernement fédéral peut **jouer un rôle de rassembleur** année après année sur les enjeux clés.
- Le gouvernement doit créer un environnement qui permet **aux jeunes de rester dans les plus petits centres**.

QUESTION N° 1 :

À QUOI RESSEMBLERA UNE ÉCONOMIE DE L'OUËST CANADIEN PLUS SOLIDE DANS DIX ANS?

Thème N° 1 : Mesure du succès économique

- Indicateurs de succès économique : Une des tables rondes de la Colombie-Britannique a donné lieu à de nombreuses discussions sur la définition des indicateurs de succès économique. Les participants ont estimé que, lorsque nous examinons la croissance et le succès économiques, nous devons examiner notre définition et veiller à ce qu'elle aille plus loin que la mesure traditionnelle du produit intérieur brut (PIB). Ils étaient d'avis que cette définition devait prendre en considération les éléments environnementaux et sociaux ainsi que l'inclusion.
- Exemples de mesures de bien-être : Les approches actuelles en matière de mesure du bien-être ont fait l'objet de discussions. L'un des exemples est la manière dont l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) utilise des mesures de bien-être comparables entre les pays, mais ne tient pas compte de la richesse des secteurs ou des régions. Un autre exemple est l'indice de progrès véritable (IPV) du gouvernement de la Colombie-Britannique, qui en est à ses balbutiements. L'IPV porte sur les progrès économiques, sociaux et environnementaux et met l'accent sur la manière dont ces trois éléments vont de pair.

Thème N° 2 : Innovation

- La nécessité de commercialiser l'innovation dans l'Ouest canadien : Il a été question du fait que nous réalisons un travail phénoménal de recherche et de développement dans les universités, mais que nous tardons ensuite à commercialiser nos innovations. Si nous ne faisons pas les choses ici, nous devons acheter les innovations des autres. C'est un thème directeur qui concerne tous les secteurs de l'Ouest canadien : vous êtes soit un acheteur, soit un vendeur (et un exportateur). Plus nous pouvons consacrer d'énergie à la commercialisation de nos innovations, mieux ce sera.
- Occasion d'innovation en agriculture : Les occasions d'innovation en agriculture deviendront de plus en plus viables en raison des changements climatiques et pourraient devenir un secteur qui changera la donne à l'avenir (par exemple, des occasions avec le cannabis légal). Les technologies propres en agriculture utiliseront le même modèle que pour le charbon ou le bois d'œuvre : les technologies innovantes augmentent l'efficacité. La clé de la progression de ce secteur sera de trouver des entreprises capables d'activer ces occasions. Nous devons faire participer les jeunes et les communautés autochtones, car ils sont bien équipés pour participer et faire œuvre de pionniers dans ce domaine.
- Occasions de santé de précision : Lors de deux tables rondes, on a beaucoup discuté des occasions importantes en matière de santé de précision. Les participants ont noté que cela pourrait et devrait changer nos soins de santé, mais que cela n'est pas mis en œuvre. Cela s'explique en partie par le fait que nous ne sommes pas incités à adopter un système de santé de précision au Canada, tandis qu'aux États-Unis, les compagnies d'assurance poussent fortement à le faire. Il existe des possibilités de développer une santé de précision en Colombie-Britannique, mais pour aller de l'avant, nous devons cesser de considérer la santé comme un centre de coûts et la voir plutôt comme un moteur économique.
- Occasions dans l'industrie cinématographique : Lors de l'une des tables rondes, il a été question du fait que l'industrie cinématographique devrait se concentrer sur la création de propriété intellectuelle afin de rester concurrentielle à l'échelle mondiale. L'industrie cinématographique est florissante en Colombie-Britannique, mais la majeure partie du travail est du travail de service et les droits de propriété intellectuelle ne sont pas détenus ici. Nous avons les compétences et le talent nécessaires pour produire un contenu de classe mondiale pouvant être exporté dans le monde entier. Nous devons en tenir compte à mesure que le marché mondial augmente, car les occasions d'investissement en propriété intellectuelle pourraient disparaître au cours des dix prochaines années.

Thème N° 3 : Compétences, formation, attraction et rétention des talents

- Défis en matière de compétences et de formation : On a fait remarquer que dans certaines régions du Nord, la formation dispensée localement est rare ou inexistante, ce qui pousse les personnes à quitter leurs collectivités pour trouver du travail et oblige les entreprises à engager des travailleurs étrangers. Les salaires élevés pour le travail non qualifié sont une autre difficulté dans le Nord, car ils n'incitent pas les personnes à poursuivre des études post-secondaires.
- Défis en matière d'attraction et de rétention des talents : Ce sujet a été abordé lors de chacune des tables rondes. Les participants ont souligné qu'il était difficile d'attirer les talents dans le Grand Vancouver, compte tenu du coût élevé du logement. Une solution potentielle pourrait être d'examiner notre réseau de transport en commun et de considérer le Grand Vancouver comme une grande région plutôt que 21 sous-régions. Les participants étaient également curieux de savoir s'il existait une stratégie pour retenir les personnes dans leurs collectivités après l'achèvement de grands projets tels que ceux liés au gaz naturel liquéfié.
- Programme de leadership à l'intention des stagiaires autochtones : Un participant a cité un bon exemple de rétention de jeunes diplômés autochtones dans leurs communautés. La Vancouver Island University a lancé un programme de leadership à l'intention des stagiaires autochtones, permettant aux entreprises de recruter des diplômés autochtones qui occuperont des postes dans leur communauté.

Thème N° 4 : Concevoir des solutions régionales et tirer parti du corridor commercial du Nord

- Le problème de l'élaboration de solutions centrées sur Vancouver : De nombreux efforts sont déployés pour résoudre les problèmes de logement et d'abordabilité à Vancouver, ce qui crée des problèmes dans d'autres régions de la Colombie-Britannique, y compris dans les petites villes rurales. Cette situation fait en sorte que les personnes restent à Vancouver plutôt que d'aller dans les petites collectivités de la Colombie-Britannique. Un fort consensus s'est dégagé sur ce point.

- Tirer profit des corridors commerciaux du Nord : Lors de la table ronde à Prince George, il a été longuement question de tirer parti du fait que les réseaux routier et ferroviaire mènent au port. Les participants ont indiqué que, grâce à leurs ports intérieurs et à l'expansion des lignes de chemin de fer dans le Nord, il est nettement plus efficace d'utiliser les corridors commerciaux du Nord que les ports du sud pour atteindre les marchés asiatiques.

QUESTION N° 2:

QUELLES SONT LES MEILLEURES FAÇONS DE STIMULER UNE NOUVELLE CROISSANCE DANS L'OUEST CANADIEN?

Thème N° 1 : Difficulté à stimuler une nouvelle croissance ici

- Difficultés liées à la création d'entreprises en Colombie-Britannique : Les participants ont indiqué qu'il est difficile de créer une entreprise en Colombie-Britannique. Un participant à la table ronde (un entrepreneur) a dit aux jeunes entrepreneurs de ne pas envisager de créer une entreprise ici, parce que notre économie n'est pas conçue pour prendre de gros risques (ils sont plutôt encouragés à trouver des adopteurs précoces aux États-Unis). Les participants ont également mentionné que nous n'avons pas de structure de coûts concurrentielle pour les entreprises, ce qui a fait fuir certaines entreprises vers d'autres provinces, territoires ou pays.
- Coût de la vie dans le Grand Vancouver : Les personnes veulent élever leurs enfants dans le Grand Vancouver, mais cela n'est pas simple. Il est difficile d'attirer des employés et des gestionnaires, car dès qu'ils voient le coût de la vie (logement, nourriture, impôts, etc.), ils ne veulent pas travailler ici.

Thème N° 2 : Nécessité de créer des mesures incitatives et de promouvoir l'innovation

- Manque de mesures incitatives pour favoriser l'innovation : Les modèles d'incitatifs actuels ne favorisent pas l'innovation. Le rythme d'adoption de l'innovation au Canada est lent parce que la croissance des salaires et les impôts sont faibles et qu'il n'est donc pas utile d'entreprendre des activités d'innovation coûteuses.
- Nécessité de promouvoir l'innovation : Nous devons inciter les gens à venir ici et à prendre des risques en éliminant les obstacles à l'innovation.

Thème N° 3 : La connectivité comme outil pour attirer le talent

- Tirer profit de la connectivité dans les petites régions : Il a été question de la façon dont les petites régions pourraient servir de carrefours distants pour le Grand Vancouver, ce qui permettrait aux entreprises d'embaucher à l'extérieur. Rossland est un bon exemple. De nombreux codeurs et développeurs ne viennent à Vancouver qu'en cas de besoin. Si nous avons la connectivité et un grand bassin de talents, cela devient un argument convaincant pour que les entreprises du secteur de la technologie ouvrent des bureaux ailleurs en Colombie-Britannique.

Thème N° 4 : Développement du marché

- Besoin de changer les mentalités en matière de développement du marché : Les participants ont indiqué qu'un des moyens de stimuler la croissance pourrait être de voir les occasions régionales et nationales avant de se concentrer sur l'exportation ailleurs dans le monde. Ils ont également souligné que les entrepreneurs de la Colombie-Britannique doivent être tournés vers l'extérieur et envisager d'exporter, comme dans le cas d'Israël, qui privilégie l'innovation et l'exportation. Les participants à la table ronde de Prince George ont mentionné que les zones rurales n'ont pas la densité de population nécessaire pour soutenir les entrepreneurs, et que la durabilité passe donc par l'exportation.

Thème N° 5 : Appuyer l'expansion des PME

- Défis liés à la croissance des entreprises : Les participants ont noté que nous ne faisons pas grand-chose pour aider les moyennes entreprises à franchir la dernière étape et devenir de grandes entreprises, alors que nous faisons beaucoup pour les grandes entreprises internationales. Un exemple est la décision d'Amazon concernant le lieu d'implantation de son deuxième siège social. Les gouvernements ont soumis des candidatures soulignant les mesures incitatives qu'ils proposeraient si Amazon décidait de s'installer chez eux; cela n'arrive pas avec les PME.
- Aider les PME à développer leurs capacités de gestion une fois qu'elles sont devenues de grandes entreprises : il a été question de la nécessité de mettre en place des mécanismes et des programmes pour aider les entreprises à former les cadres supérieurs, ou à en changer, une fois que les entreprises sont devenues grandes. À l'heure actuelle, une fois que des entreprises en démarrage ont atteint un certain stade, bien des PDG ne peuvent plus les diriger, car ils n'ont pas les compétences nécessaires pour gérer des entreprises de cette taille. À ce stade, de nombreuses entreprises sont vendues à des acteurs plus importants et leurs dirigeants se retirent. Le nouveau programme RevUp pourrait régler ce problème; il s'agit d'un programme grâce auquel le PDG devient le visionnaire et d'autres personnes sont embauchées pour assumer des rôles de gestion.

QUESTION N° 3:

QU'EST-CE QUI PERMETTRA À L'ÉCONOMIE AUTOCHTONE DE CONTINUER À CROÎTRE?

Thème N° 1 : Problème avec la question de la Stratégie de croissance de l'Ouest canadien

- Nous devrions éviter d'utiliser le libellé actuel de la question no 3. Ce n'est pas la bonne question à poser. Les communautés autochtones désirent rédiger leur propre plan.

Thème N° 2 : Définir le « succès »

- Le mot « succès » n'a pas le même sens pour tout le monde : un participant autochtone a indiqué que tout le monde voulait avoir un but et de l'espoir, mais que tout le monde n'en a pas la même vision. Nous ne devrions pas imposer aux communautés autochtones les définitions occidentales du succès. Les objectifs sont très différents et les priorités seront différentes parmi les communautés autochtones. Il serait utile que les projets soient locaux et on a demandé aux communautés autochtones de quelles façons elles aimeraient participer. Les participants ont indiqué qu'il serait utile de faire participer les jeunes lorsqu'on définit ce qu'est le succès, puisqu'ils seront directement concernés.

Thème N° 3 : La connectivité comme facilitant pour la croissance des communautés autochtones

- L'infrastructure comme facilitant de la croissance : Nous devons nous assurer d'avoir la meilleure infrastructure (en particulier en matière de connectivité), car cela est un facilitant de la croissance. On ne peut pas bâtir des entreprises innovatrices de renommée mondiale sans cela.
- Caractère abordable de la connectivité : nous devons discuter du caractère abordable de la connectivité dans les communautés autochtones. La connectivité coûte au moins 9 millions de dollars par an dans les communautés autochtones, mais le gouvernement ne couvre pas ce coût. Ceci est regrettable, car la connectivité a des répercussions sur la croissance économique de ces communautés.

Thème N° 4 : Modification à la Loi sur les Indiens

- Défis liés à la version actuelle de la Loi sur les Indiens : Les règlements relatifs à la Loi sur les Indiens sont problématiques, car ils ne permettent pas la mobilité, la propriété ou l'entrepreneuriat. L'innovation et la croissance économique dans ce type de système sont impossibles, et des modifications à la *Loi sur les Indiens* contribueront à résoudre ce problème.

Thème N° 5 : Représentation au sein des conseils d'administration

- Augmentation de la représentation au sein des conseils d'administration en tant que moteur du changement : les participants ont indiqué que, si nous souhaitons que les choses bougent sur les questions autochtones, nous avons besoin d'une plus grande représentation au sein des conseils d'administration. Un membre autochtone ne suffit pas, car il s'agit d'une représentation « symbolique » qui impose un fardeau trop lourd à cette personne. Le monde des affaires est un environnement fermé et il faut beaucoup de temps pour comprendre le fonctionnement du système et savoir qui l'influence. Les jeunes femmes autochtones ne veulent pas être membres de conseils d'administration parce qu'elles ne veulent pas avoir à éduquer les personnes sur les questions autochtones (c'est une grande responsabilité qui incombe généralement à une femme).

QUESTION N° 4: COMMENT POUVONS-NOUS AMÉLIORER LA PARTICIPATION ÉCONOMIQUE DANS L'OUEST DES GROUPES SOUS-REPRÉSENTÉS?

Thème N° 1 : Idées pour améliorer la participation économique des groupes sous-représentés

- Services aux enfants : Un soutien continu en matière de service aux enfants est nécessaire pour améliorer la participation économique. Nous devons résoudre ce problème, en particulier dans le milieu des technologies.

Thème N° 2 : Investir dans la jeunesse

- Moment approprié : Les participants se demandaient si nous investissions dans les jeunes autant que nous le devrions et aussi tôt que possible. Les éducateurs disent qu'il faut s'adresser aux jeunes avant à la 10^e année. À la 12^e année, il est trop tard.

Thème N° 3 : Représentation des femmes au sein des conseils d'administration

- Défis que doivent relever les femmes : Lorsque les femmes occupent les postes de direction les plus élevés, elles ne bénéficient pas du soutien des actionnaires dont profitent les hommes. Elles doivent donc se montrer très fortes pour rester à leur poste et lutter constamment pour conserver leurs rôles et leurs positions de pouvoir. Il faut donc se concentrer sur la rétention et pas seulement sur le placement.
- Quotas : En attendant de voir davantage de femmes au sein des conseils d'administration, nous devons utiliser des modèles comme les quotas. Il faut viser l'inclusion des femmes au sein des conseils d'administration; il a été prouvé que cela améliorerait les résultats nets d'une entreprise.

Thème N° 4 : Reconnaître l'impact de l'extraction des ressources des territoires autochtones et assurer des occasions et un impact équitables

- Idées pour améliorer l'égalité des chances : lorsque les ressources sont extraites des terres autochtones, les peuples autochtones doivent avoir accès aux emplois et aux richesses créés par les projets d'exploitation des ressources. Les peuples autochtones doivent également avoir des chances égales en matière de formation et d'éducation.
- Accès aux permis de conduire : un accès accru aux permis de conduire améliorerait les perspectives d'emploi des peuples autochtones sur des projets liés aux ressources. Cela permettrait également aux femmes autochtones de quitter un foyer dangereux.

Thème N° 5 : Collaboration et codéveloppement d'idées

- Collaboration : Il doit y avoir plus de collaboration entre les peuples autochtones, le gouvernement et l'industrie. Cela donnera un sentiment d'appartenance aux peuples autochtones. On encouragera ainsi une participation égale et on donnera des chances égales.
- Codéveloppement d'idées : On ne peut pas présenter des projets aux peuples autochtones et leur demander s'ils sont d'accord; cela ne fonctionne pas. Il faut plutôt leur proposer de s'approprier les projets (par exemple, en utilisant une approche de nation à nation). Cela nécessite plus de travail, mais c'est nécessaire.

QUESTION N° 5: COMMENT LES GOUVERNEMENTS, L'INDUSTRIE ET LES CANADIENS DE L'OUEST PEUVENT-ILS COLLABORER POUR FAIRE CROÎTRE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE?

Thème N° 1 : Le gouvernement fédéral comme rassembleur

- Rôle de rassembleur : Ce thème a été abordé au cours des deux des tables rondes. Le gouvernement fédéral peut jouer un rôle de rassembleur année après année relativement aux enjeux clés (p. ex., l'économie et les soins de santé). Un participant a apprécié le rôle joué par DEO dans les consultations. Les participants ont indiqué que nous devrions trouver des forums pour élaborer des initiatives ensemble (gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, de concert avec les chefs de file de l'industrie) de façon régulière, en vue de maintenir un dialogue continu. Les Canadiens sont doués pour collaborer, coopérer et écouter, et nous devons en tirer parti.

Thème N° 2 : Scénario de productivité

- Communiquer efficacement le scénario de productivité : Bien que la province se porte bien sur le plan économique, la croissance du PIB commence à diminuer. Il incombe aux fonctionnaires et aux entreprises de raconter une histoire qui trouve un écho auprès du public. Ce scénario de productivité doit être plus réel pour les politiciens. Nous devons plutôt parler aux politiciens de la « croissance du niveau de vie ».

Thème N° 3 : Engagement à l'égard d'une solution régionale

- Des incitatifs sont nécessaires pour concevoir une solution régionale : ce thème a trouvé un écho lors de la table ronde de Prince George. Les participants ont indiqué que le gouvernement devrait mettre en place des incitatifs qui démontrent un engagement en faveur d'une solution régionale et encourager les promoteurs de projets à faire en sorte que leurs projets profitent aux régions dans lesquelles ils sont mis en œuvre.

Thème N° 4 : Retenir les diplômés dans la communauté

- Défi lié au maintien des diplômés dans les petites communautés : il existe un vide dans le système après que les étudiants ont terminé leurs études post-secondaires, dans la mesure où il n'y a pas beaucoup d'incitatifs à demeurer dans de plus petites communautés. Les participants ont souligné cette situation unique dans les environnements du Nord et ruraux. Les solutions potentielles pourraient consister à attirer des entreprises et des bureaux satellites dans les plus petites communautés, ou à mettre en place des occasions de coopération dans ces régions. Selon les participants, le gouvernement doit créer un environnement qui permet aux jeunes de rester dans les plus petits centres.

Thème N° 5 : Promotion des corridors commerciaux

- Promotion des corridors commerciaux : les participants ont souligné qu'il était très important que les produits canadiens soient commercialisés et que la marque canadienne soit promue à l'échelle mondiale.
- Promotion du commerce et des exportations : soutien du gouvernement pour appuyer les petites ou moyennes entreprises (PME) afin d'attirer les investissements étrangers et d'élargir les réseaux commerciaux.

RÉSUMÉ DE LA TABLE RONDE

ALBERTA

RÉSUMÉ

À l'automne 2018, le gouvernement fédéral a amorcé des séances de mobilisation dans tout l'Ouest canadien pour soutenir l'élaboration d'une Stratégie de croissance de l'Ouest canadien. Le rapport Ce que nous avons entendu : Table ronde de l'Alberta regroupe les commentaires et les idées formulées à l'occasion des tables rondes qui ont eu lieu en Alberta. Dans les sections suivantes, nous avons tenté de résumer les différents commentaires des intervenants provinciaux, dont les membres de l'industrie, du milieu universitaire, des organismes à but non lucratif, des organisations et des collectivités autochtones ainsi que de divers secteurs du gouvernement.

QUESTION N° 1: À QUOI RESSEMBLERA UNE ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN PLUS SOLIDE DANS DIX ANS?

Diversification

Les participants aux tables rondes en Alberta ont souligné l'importance de la diversification de l'économie afin de réduire la volatilité des cycles d'expansion et de ralentissement fondés sur les produits de base. Un point commun abordé par les participants était le besoin de miser sur nos forces actuelles en matière de ressources naturelles, de tirer parti de possibilités à valeur ajoutée pour favoriser une croissance stable et d'être moins dépendants de l'influence des produits de base sur les prix. De plus, les participants ont indiqué qu'il fallait investir dans d'autres secteurs que nos forces traditionnelles, par exemple des secteurs de haute technologie comme l'intelligence artificielle, la cybersécurité et la robotique, lesquels continueront d'ajouter de la valeur aux industries traditionnelles. D'autres secteurs de diversification possible ont été mentionnés : l'agroalimentaire, les technologies propres, les sciences de la vie et les soins de santé, ainsi que le tourisme.

Il a été dit clairement que la diversification doit être ancrée dans la reconnaissance de la contribution économique qu'apporte le secteur pétrolier et gazier de l'Alberta à la province et au pays. Les participants ont indiqué que les ressources sont le moteur de la croissance économique dans l'Ouest canadien, mais aussi un facteur de diversification. Nous pouvons utiliser les ressources existantes pour répondre à la demande énergétique mondiale de demain tout en travaillant à réduire l'empreinte carbone à l'avenir. Il a été souligné que cela n'est réalisable que si l'Alberta peut exporter ses ressources sur les marchés internationaux. Pareillement, la diversification des marchés est essentielle pour faire en sorte que l'Ouest canadien ne dépende pas des États-Unis et que les entreprises albertaines sont intégrées aux chaînes d'approvisionnement mondiales.

Les participants autochtones ont insisté sur le besoin de partenariats entre les collectivités autochtones et le gouvernement pour établir des collectivités réellement autonomes et moins dépendantes aux programmes du gouvernement. Certains participants autochtones aux tables rondes ont souligné qu'il était important de diriger les activités liées aux ressources naturelles, notamment avec la création d'ententes de partage des recettes qui soutiendront les possibilités économiques. Les participants ont suggéré que le processus de désignation pour l'utilisation des terres aux termes de la Loi sur les Indiens est un obstacle au développement économique. Qui plus est, le besoin d'intégrer les projets d'énergie renouvelable aux plans de développement économique des collectivités autochtones et le besoin pour celles-ci de tirer parti de possibilités agricoles à valeur ajoutée ont également été mentionnés par les participants autochtones aux tables rondes.

Innovation : Selon les participants aux tables rondes, la diversification de l'économie nécessite de passer à une économie fondée sur les connaissances et axée sur l'innovation. Cette transition dépend d'investissements dans le développement de technologies intelligentes et d'une grande adoption des technologies. Elle nécessite également d'exploiter le potentiel de recherche pure et appliquée de nos établissements postsecondaires afin de convertir notre capacité créative en valeur économique. Nous devons instaurer une culture d'innovation fondée sur l'apprentissage continu et la mentalité entrepreneuriale.

Mesures futures suggérées :

- Fournir un appui gouvernemental aux activités de traitement à valeur ajoutée liées aux secteurs de l'énergie et de l'agriculture.

Infrastructure

En tant que membres d'une grande région faiblement peuplée, les participants aux tables rondes nous ont dit qu'une économie forte dans l'Ouest canadien dépend d'une infrastructure suffisante et efficace. L'infrastructure de transport permet de créer des chaînes d'approvisionnement solides, facilitant ainsi le déplacement de biens et de personnes à destination ou en provenance de la province. L'infrastructure numérique est une préoccupation importante pour les participants, qui ont indiqué que les lacunes de l'infrastructure à large bande désavantageaient les collectivités rurales, éloignées et autochtones. Cette absence d'infrastructure limite le potentiel de croissance économique et les options d'innovation.

Les participants ont noté que les collectivités autochtones sont mal desservies par les infrastructures de transport et numériques, mais aussi par l'infrastructure de base, comme le logement et les services d'égouts et d'eau. Les participants autochtones ont également indiqué que leurs communautés avaient besoin d'une meilleure infrastructure pour encourager une existence saine, offrir des occasions d'affaires et créer des emplois. Il a été indiqué qu'une infrastructure améliorée motiverait aussi les jeunes à rester dans leur communauté après leurs études postsecondaires, aidant ainsi la communauté à devenir autonome.

Mesures futures suggérées :

- Imposer l'accès partagé à l'infrastructure à large bande.
- Rénover l'infrastructure vieillissante du Canada.
- Mettre l'accent sur les besoins d'infrastructure des collectivités rurales, éloignées et autochtones.

Éducation et compétences

Les participants aux tables rondes estiment qu'une économie de l'Ouest forte est une économie préparée pour l'avenir, constituée d'une main-d'œuvre inclusive, souple et très compétente. L'inclusion des participants sous-représentés (femmes, peuples autochtones, immigrants) dans la main-d'œuvre nous permettra de tirer parti d'un potentiel inexploité dans le marché du travail. Nous devons faire preuve de souplesse et être capables de reformer et de redéployer les gens dans des industries axées sur les connaissances. Dans le même ordre d'idées, les participants ont noté que de meilleures données sur la main-d'œuvre nous permettront de prévoir les besoins futurs en matière de talents et de faire cadrer l'offre et la demande en matière de compétences. Tout ceci repose sur un système d'éducation qui prépare les étudiants à l'économie future.

Mesures futures suggérées :

- Demander aux entreprises, aux groupes axés sur le développement économique et au gouvernement d'organiser des visites dans les écoles de la province pour sensibiliser les jeunes aux possibilités économiques et de carrière.
- Lancer une campagne similaire aux « Minutes du patrimoine » sur les possibilités de carrière futures.
- Élargir les programmes d'apprentissage intégrés au travail.

Résumé :

Les participants aux tables rondes envisagent une économie de l'Ouest forte comme une économie diversifiée, résiliente et axée sur les connaissances. Dans dix ans, une économie forte aura l'infrastructure nécessaire pour soutenir la croissance du futur, y compris l'accès aux marchés ainsi que l'éducation et les compétences dont l'économie de demain aura besoin. L'innovation sera la base de notre économie, et les gouvernements, les établissements d'enseignement et l'industrie uniront leurs forces pour soutenir la croissance et le développement des entreprises. Les discussions à ce sujet étaient à la fois enthousiastes et dynamiques quant au potentiel énorme de l'Alberta, mais on sentait également une certaine inquiétude quant au besoin de progresser assez rapidement pour ne pas être laissé de côté.

QUESTION N° 2:

QUELLES SONT LES MEILLEURES FAÇONS DE STIMULER UNE NOUVELLE CROISSANCE DANS L'OUEST CANADIEN?

Soutien aux entreprises

Selon les participants aux tables rondes, le renouvellement de la croissance passera par un soutien adéquat du gouvernement pour fournir aux entreprises les outils nécessaires pour réussir. Les entreprises ont besoin d'accéder au capital pour soutenir leur expansion et la commercialisation des technologies, particulièrement si elles visent une forte croissance. Elles ont besoin de financement pour soutenir la formation, le marketing et leur développement. Elles ont également besoin de conseils et de mentorat. Des efforts devraient être déployés pour veiller à ce que les mêmes services et les mêmes fonds soient mis à la disposition des collectivités petites, rurales et autochtones. Nous devons aussi encourager les entreprises albertaines à voir au-delà des marchés locaux et à examiner les possibilités de croissance internationales puisque l'Alberta a des produits recherchés ailleurs dans le monde.

Bien qu'il existe beaucoup de bons mécanismes de financement, les participants estiment que leur utilisation est souvent trop compliquée et trop coûteuse. Plus précisément, la lenteur des processus d'évaluation du gouvernement est dissuasive. De plus, les entreprises ont de la difficulté à s'y retrouver dans le vaste éventail de programmes offerts par les différents ordres de gouvernement. Les participants ont souligné que le processus d'approvisionnement du gouvernement est un outil puissant qui offre des possibilités aux entreprises locales et autochtones, mais bon nombre d'entre elles déclarent avoir de la difficulté à obtenir des contrats gouvernementaux. Les participants aux tables rondes étaient également préoccupés par la création d'un environnement fiscal concurrentiel ainsi que d'un système réglementaire efficace, juste et concurrentiel à l'échelle internationale. Il existe un risque de surréglementation, ce qui nuit à l'innovation et limite la croissance.

Les participants ont indiqué que le renforcement des capacités est essentiel pour aider les collectivités autochtones et les entrepreneurs à améliorer leurs ensembles de compétences et leur expertise. En encourageant le perfectionnement des compétences dans des domaines comme les connaissances et la gestion financières, on aidera les collectivités à négocier des partenariats et à lancer des entreprises dans les secteurs liés à leurs ressources naturelles. Qui plus est, les participants autochtones ont indiqué que les entrepreneurs et les entreprises détenues par des bandes avaient besoin d'accéder à des capitaux et avaient besoin de mesures comme le renforcement du soutien aux institutions financières autochtones et la promotion des possibilités de coentreprise.

Mesures futures suggérées :

- Créer une Banque de l'entrepreneuriat, similaire à la Banque de l'infrastructure, pour offrir des prêts ou des subventions aux premières étapes du lancement d'entreprises.
- Étendre à l'échelon fédéral certains aspects du crédit d'impôt de l'Alberta pour les investisseurs.
- Créer une source centrale qui répertorie tous les programmes gouvernementaux.
- Soutenir les mesures de protection de la propriété intellectuelle afin de réduire les coûts initiaux pour les entrepreneurs.
- Adopter un modèle de fonds de deuxième niveau plutôt que de financer les entreprises directement.
- Créer un programme de financement ouvert comportant moins d'exigences précisées, inspiré du programme américain de recherche en innovation pour les petites entreprises (Small Business Innovation Research) ou de l'Agence pour les projets de recherche avancée (Defense Advanced Research Projects Agency) du ministère de la Défense des États-Unis.
- Faire appel à l'industrie pour nous aider à examiner et à évaluer les programmes de financement gouvernementaux.
- Adopter un processus de demande en deux étapes pour permettre aux entreprises de vérifier les idées de projet initiales.
- Créer un guichet unique intégré aux services gouvernementaux afin de guider les entrepreneurs tout au long du processus de création d'entreprise.
- Renforcer les établissements de prêt autochtones existants.
- Accroître le microfinancement des entrepreneurs autochtones.
- Favoriser les possibilités de coentreprise entre le secteur privé et les entrepreneurs et collectivités autochtones.

Collaboration au sein de l'écosystème

Les participants ont aussi souligné le besoin d'une meilleure coordination au sein de l'écosystème d'innovation de la part du gouvernement, des établissements postsecondaires et de l'industrie afin de renouveler la croissance dans l'Ouest canadien. Il faudrait mettre l'accent sur la prévention du dédoublement des programmes et coordonner les efforts autant que possible. Une meilleure collaboration permettra aux établissements postsecondaires de l'Alberta de produire collectivement les talents et les capacités de recherche nécessaires à l'économie du futur. Un écosystème adéquat appuiera également la création d'une capacité réceptrice, qui permet aux entreprises établies d'absorber le talent produit et ainsi de veiller à ce que nous puissions tirer parti de la valeur économique de notre propre capacité créative.

Perfectionnement des compétences

Les participants affirment que pour créer une main-d'œuvre capable de répondre aux besoins de l'économie, l'Alberta devra encourager le perfectionnement des bonnes compétences pour faciliter la transition. L'accès à des travailleurs qualifiés constitue déjà une difficulté, et les entreprises doivent se tourner vers l'étranger pour trouver les talents dont elles ont besoin. Il faudrait resserrer les liens entre les établissements postsecondaires et les entreprises de manière à ce que les deux parties comprennent les besoins actuels en matière de formation et puissent soutenir les personnes souhaitant s'écarter des industries traditionnelles. En même temps, beaucoup de participants ont indiqué que l'Alberta ne peut pas trouver au Canada tous les talents recherchés. Pour répondre aux besoins, il faudra attirer des talents qualifiés de l'étranger.

Les participants autochtones ont mentionné que l'éducation demeure un enjeu dans les réserves et dans les collectivités rurales et éloignées. Les faibles niveaux de financement affectent la qualité de l'éducation, ce qui décourage les élèves de rester à l'école et nuit à la progression vers l'éducation postsecondaire ou l'enseignement professionnel.

Mesures futures suggérées :

- Promouvoir les crédits de recherche scientifique et de développement expérimental afin d'attirer les talents internationaux.
- Créer un cadre national des compétences pour corriger les décalages en matière de compétences. Un cadre pourrait permettre aux personnes de se réinstaller géographiquement et de changer d'industrie, ainsi que faciliter l'obtention d'emplois pour les nouveaux immigrants.
- Concentrer notre attention sur les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STIM) et les arts (STIAM), particulièrement en ce qui concerne les femmes.
- Améliorer la qualité de l'éducation et accroître la formation technique et l'apprentissage de métiers dans les collectivités autochtones.

Autre

- En donnant aux entreprises des lieux et des occasions pour échanger des renseignements et faire part de leurs expériences, on favorise une meilleure compréhension des avantages de l'exportation et d'autres possibilités, et on aide les entrepreneurs à mûrir en apprenant des expériences des autres.
- Nous devons mieux promouvoir nos forces et mettre en valeur nos réussites auprès de notre pays et du monde entier.

Résumé

Les participants aux tables rondes ont déterminé que les meilleures façons de stimuler une nouvelle croissance sont de soutenir les activités d'expansion et de croissance des entreprises, la commercialisation des technologies et les possibilités d'exportation. Stimuler la croissance demande que nous collaborions afin de tirer parti des avantages du travail collectif plutôt que du travail cloisonné. Nous devons également promouvoir et acquérir les compétences et les talents qui nous permettront de rester concurrentiels dans l'économie de demain. Faire part de nos expériences et nous mettre en valeur sur la scène internationale nous aidera également à stimuler la croissance dans les nouveaux marchés ainsi que les marchés traditionnels. Par-dessus tout, les participants craignent que nous n'ayons pas de vision claire et ne soyons pas pressés d'agir, ce qui est essentiel pour stimuler une croissance audacieuse dans l'Ouest canadien.

QUESTION N° 3:

QU'EST-CE QUI PERMETTRA À L'ÉCONOMIE AUTOCHTONE DE CONTINUER À CROÎTRE?

Compréhension culturelle

Les participants aux tables rondes sont conscients des différences culturelles entre les peuples autochtones et non autochtones. Les participants ont fréquemment mentionné que les programmes et politiques qui touchent les peuples autochtones doivent tenir compte de la culture autochtone. Pour appuyer la croissance économique de chaque collectivité autochtone, entreprise ou individu, il faut être sensible aux différents besoins de chaque collectivité autochtone et éviter les généralisations.

Un autre thème abordé était la nécessité que le gouvernement respecte les traités et les droits autochtones et qu'il aide à sensibiliser le public au sujet de l'histoire des Autochtones. Plus précisément, il faut discuter avec les peuples autochtones, les écouter et travailler en collaboration avec eux afin d'élaborer des approches qui tiennent compte des points de vue des Autochtones. Ces mesures peuvent permettre de lutter contre différentes formes de racisme dont les peuples autochtones sont encore la cible à l'heure actuelle.

Les participants ont déclaré qu'il est également important de reconnaître avec fierté les réussites des Canadiens autochtones et de les mettre en valeur comme des exemples pour les jeunes générations. Pour créer un futur sans racisme ni préjugés, il est essentiel de soutenir le leadership au sein même des collectivités autochtones et d'appuyer le perfectionnement des dirigeants autochtones. De plus, les participants ont mentionné qu'il faudrait s'appliquer à la création de partenariats et à l'encouragement de la coopération entre les entités autochtones et non autochtones au sein du gouvernement, de l'industrie, du milieu universitaire et de la société civile. L'industrie et le milieu universitaire devraient reconnaître le choc culturel que subissent les jeunes Autochtones au moment d'intégrer un établissement postsecondaire ou le marché du travail pour la première fois, et ils devraient appliquer leurs politiques avec plus de souplesse.

Mesures futures suggérées :

- Offrir de la formation en matière de savoir-faire culturel aux employés non autochtones dans les secteurs privé et public.
- Créer des espaces culturels pour les étudiants autochtones dans les établissements d'enseignement.
- Alimenter le sentiment de fierté dans l'identité autochtone et encourager la connaissance des traditions autochtones.

Outils de réussite

Les participants aux tables rondes ont insisté sur l'importance d'offrir des chances équitables aux Canadiens autochtones et non autochtones en ce qui concerne le soutien de la croissance économique et les possibilités de perfectionnement. Le gouvernement, le milieu universitaire et l'industrie doivent travailler en étroite collaboration avec les collectivités autochtones pour combler les écarts en matière d'éducation entre les peuples autochtones et non autochtones. Il a été noté que les Autochtones ont du mal à obtenir des prêts bancaires traditionnels à cause de certains obstacles institutionnels. On les aiderait à surmonter ces obstacles en ajoutant des options de financement pour les entrepreneurs et les entreprises autochtones, et en donnant accès à des programmes abordables de connaissances financières et à d'autres programmes de renforcement des capacités. Comme il s'agit de la population comptant la plus grande proportion de jeunes, la croissance de l'économie autochtone nécessite d'accroître les possibilités de formation de la main-d'œuvre et les programmes d'expérience de travail. Enfin, les participants ont mentionné que les possibilités pour les entreprises autochtones de remporter des contrats dans les secteurs privé et public sont un outil important qui doit être renforcé et simplifié pour être efficace.

Mesures futures suggérées :

- Mettre en œuvre des politiques fiscales faisant en sorte que les obstacles financiers n'empêchent pas les étudiants autochtones qualifiés de suivre et de terminer des programmes menant à un diplôme d'études postsecondaires. Voici quelques exemples de telles politiques : bourses d'études ciblées, subventions de formation et de recherche, autres prêts à des conditions avantageuses pour les étudiants.
- Étudier les approches de coopération des entreprises au profit des collectivités et des entrepreneurs autochtones, compte tenu de la grande importance accordée à l'intégration sociale.
- Offrir des mesures incitatives pour assurer aux entités autochtones et non autochtones un accès égal aux investissements dans des partenariats et aux possibilités de perfectionnement.
- Mettre en valeur des exemples de réussites en matière de partenariats.
- Soutenir les événements sportifs autochtones, car ils stimulent l'inclusion et l'acceptation parmi les citoyens et au sein des collectivités.
- Multiplier les occasions d'obtenir des contrats pour les entreprises autochtones.

Résumé :

Les participants aux tables rondes ont reconnu le besoin d'éduquer le public au sujet des obstacles auxquels sont confrontés les peuples autochtones en raison du racisme et du legs des pensionnats indiens et du colonialisme. Les discussions à ce sujet étaient empreintes de frustration, mais aussi d'optimisme par rapport à notre capacité de résoudre les problèmes qui pèsent sur la population autochtone de l'Ouest canadien. Les participants estiment que la meilleure manière de surmonter ces obstacles est d'avoir des politiques et des programmes qui reflètent la compréhension de la culture autochtone, qui soutiennent la croissance de l'économie autochtone et encouragent le perfectionnement des dirigeants autochtones. Pour atteindre un tel but et assurer la croissance économique des collectivités et des entrepreneurs autochtones, il faut répondre aux besoins essentiels et offrir une infrastructure de base, assurer une éducation de qualité, offrir un service Internet à large bande et donner accès aux capitaux.

QUESTION N° 4: COMMENT POUVONS-NOUS AMÉLIORER LA PARTICIPATION ÉCONOMIQUE DANS L'OUEST DES GROUPES SOUS-REPRÉSENTÉS?

Culture et éducation

De nombreux participants ont affirmé que les problèmes sociaux et culturels sous-jacents sont un facteur important empêchant la participation économique des groupes sous-représentés en Alberta. Certaines discussions ont été engagées sur un ton optimiste au cours desquelles les progrès importants déjà réalisés ont été soulignés. Cependant, les participants ont admis que notre société a encore un bon bout de chemin à faire. Il est difficile de reconnaître ce que nous ne voyons pas en raison de préjugés dont nous ne sommes pas conscients; souvent nous ne portons simplement pas attention à la question de la diversité. Un changement de mentalité est nécessaire pour que des changements permanents aient lieu, et de grands espoirs sont portés sur une nouvelle génération de penseurs, qui grandiront sous l'influence de valeurs sociales et culturelles différentes.

Pour former cette nouvelle génération, les participants ont indiqué qu'il faut se concentrer sur l'éducation comme véhicule pour inculquer les valeurs fondamentales le plus tôt possible. Cela comprend une attention particulière portée à la promotion des STIM dans l'éducation primaire pour stimuler l'intérêt de tous les enfants sans distinction de sexe. Nous devons également réaliser une étude approfondie et systémique des normes sociales qui peuvent empêcher les groupes sous-représentés, particulièrement les femmes, de participer.

Mesures futures suggérées :

- Ne pas s'en tenir aux matières principales afin d'enseigner des compétences entrepreneuriales aux jeunes.
- Prêter attention au langage utilisé dans les publicités de recrutement, qui peut inconsciemment dissuader les femmes de postuler à un poste.
- Actualiser le programme de Jeunes entreprises.
- Promouvoir les exemples de réussite.

Financement, soutien et mesures incitatives

Différentes opinions ont été présentées quant au degré d'intervention acceptable du gouvernement pour soutenir un groupe sous-représenté donné. Certains ont estimé qu'il faut accroître les investissements, les mesures incitatives et les possibilités pour les femmes afin de répondre aux difficultés d'accès au capital supplémentaire pour la croissance et l'expansion. L'accent a été mis sur des critères de programme assez généraux pour donner aux femmes une possibilité réaliste de recevoir du financement, mais assez précis pour cibler les personnes nécessitant un soutien. D'autres participants n'ont pas aimé l'idée de programmes de financement ciblés, disant être préoccupés par le fait que de tels programmes donnent l'impression aux femmes qu'elles sont marginalisées et moins capables. Certains participants ont évoqué que les femmes n'ont pas besoin de financement gouvernemental parce qu'elles sont des femmes, mais parce qu'elles sont des propriétaires d'entreprises. D'autres mesures ont fait l'objet d'un appui généralisé, comme les programmes de mentorat, qui fourniraient une aide plus souple aux femmes propriétaires d'entreprises et donneraient confiance aux groupes sous-représentés.

Les participants ont également souligné la nécessité de soutenir les programmes de formation et d'emploi des jeunes qui offrent une expérience de travail pertinente. Il semble que les entreprises négligent souvent les compétences et la valeur qu'apportent les étudiants et les nouveaux diplômés.

Mesures futures suggérées :

- Adopter une approche « club-école » de l'investissement dans les groupes sous-représentés.
- Appuyer les concours pour étudiants.
- Offrir des mesures en faveur de la diversité.
- Établir un programme de mentorat pour donner l'occasion aux entrepreneurs sous-représentés d'apprendre de chefs de l'industrie chevronnés et accomplis.
- Créer des conseils consultatifs de pairs pour fournir aux femmes des conseils pratiques sur leurs entreprises.
- Promouvoir les camps de jeunes axés sur les compétences de leadership et d'entrepreneuriat (autochtones et non autochtones)

Obstacles à la participation

Les participants ont également souligné la nécessité de traiter des obstacles précis qui entravent la participation économique générale. Ces obstacles comprennent la souplesse de l'environnement de travail, la disponibilité de services de garde d'enfants abordables et la normalisation des congés pour réduire l'incidence des congés de parentaux sur la carrière des femmes. Ce phénomène est étroitement lié à des questions culturelles profondes et au besoin de créer un environnement dans lequel les femmes sentent qu'elles peuvent pleinement participer.

Les participants ont cité le racisme, le sexisme et le manque de compétences comme défis auxquels sont confrontés et les jeunes et les femmes autochtones en matière de participation économique. Intégrer le savoir traditionnel et les croyances culturelles aux programmes de soutien, aux services de garde d'enfants et complets, et aux services de mentorat et de perfectionnement des compétences est un pas important dans l'élimination de ces obstacles.

La nécessité de reconnaître les qualifications des immigrants, qui représentent une source importante d'employés hautement qualifiés, a aussi été soulignée. Un système de correspondance des diplômes et des études ne tient pas adéquatement compte des compétences et des capacités réelles des immigrants.

De nombreux participants ont reculé devant l'idée d'utiliser les quotas comme mécanisme possible d'accroissement de la participation d'individus marginalisés citant des inquiétudes quant à un éventuel abaissement des critères de mérite. Un tel mécanisme pourrait créer de nouveaux obstacles en donnant l'impression que les individus ne sont pas complètement qualifiés.

Mesures futures suggérées :

- Mettre en œuvre l'école maternelle à plein temps.
- Établir un processus d'évaluation des nouveaux immigrants axé sur les compétences.
- Mettre en œuvre un système de récompenses pour les entreprises et les organisations qui forment des partenariats avec des groupes marginalisés.
- Utiliser le processus d'approvisionnement public comme moyen d'encourager la diversité en demandant aux entreprises d'indiquer le degré de diversité de leur réseau d'approvisionnement.
- Fournir des services complets aux jeunes et aux femmes autochtones, fondés sur le savoir culturel traditionnel.

Résumé :

Selon les participants aux tables rondes de l'Alberta, nous pouvons augmenter la participation économique des groupes sous-représentés de la province en commençant par reconnaître les enjeux sociaux, culturels et systémiques à la base de ce problème et travailler à les résoudre. Nous pouvons apporter des changements à notre système d'éducation pour former une nouvelle génération de penseurs. Nous pouvons offrir du financement, du soutien et des mesures incitatives pour accélérer ces changements et nous pouvons prendre des mesures ciblées pour éliminer les obstacles auxquels sont confrontés les groupes sous-représentés. Il existe un certain optimisme relativement aux progrès réalisés jusqu'à maintenant, mais un sentiment de découragement plane en ce qui concerne la lenteur de la mise en œuvre des changements. Enfin, une économie forte dans l'Ouest canadien est une économie qui inclut tous ses participants.

QUESTION N° 5: COMMENT LES GOUVERNEMENTS, L'INDUSTRIE ET LES CANADIENS DE L'OUEST PEUVENT-ILS COLLABORER POUR FAIRE CROÎTRE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE?

Communication et collaboration

Selon les commentaires formulés lors des tables rondes, la collaboration doit se faire plus largement et avec des groupes diversifiés sans se limiter aux participants habituels (le gouvernement, le milieu universitaire et l'industrie), en ce qui a trait au développement économique. Le paysage économique changeant d'aujourd'hui nécessite de meilleurs efforts de communication et de collaboration entre tous les ordres du gouvernement, les organisations autochtones, les établissements postsecondaires, les organismes à but non lucratif, l'industrie et la société civile. En tirant parti d'occasions de rassemblement et avec la création de partenariats, la confiance se développera entre les partenaires pour renforcer l'écosystème de l'Ouest canadien.

Mesures futures suggérées :

- Le gouvernement devrait assumer un rôle de rassembleur pour permettre aux principaux acteurs de se réunir et d'échanger des renseignements et des expériences, faire naître la confiance et améliorer la compréhension de la façon dont ils peuvent collaborer.
- Éliminer les obstacles interprovinciaux à la collaboration pour permettre à l'Ouest de fonctionner comme un ensemble sur la scène internationale.
- Veiller à ce que les critères de financement du gouvernement favorisent les partenariats, particulièrement avec les groupes sous-représentés.

Environnement des entreprises

Les participants ont indiqué que le gouvernement devrait assumer un rôle de soutien dans le développement économique en prenant des mesures visant à créer un environnement où les entreprises peuvent prospérer. La nécessité de créer un système réglementaire efficace et simplifié a été soulignée, de même que celui de stimuler la croissance au moyen d'allègements fiscaux et de mesures incitatives. Des frustrations ont été exprimées au sujet des dédoublements au sein des ordres provinciaux et fédéral du gouvernement et entre ces derniers. Le gouvernement doit comprendre et soutenir le « rythme des affaires » pour permettre à l'industrie d'accéder aux possibilités au fur et à mesure qu'elles se présentent. Souvent, les règlements adoptés par le passé imposent des fardeaux inutiles et des retards.

Les principaux obstacles à la croissance économique régionale relevés par les participants comprennent : les obstacles aux échanges interprovinciaux; l'absence de collaboration gouvernementale; les pratiques et les règles bureaucratiques archaïques; les politiques susceptibles de changer en fonction des cycles électoraux,

La privatisation a été relevée comme outil d'aide à la simplification et à l'allègement du fardeau réglementaire au sein du gouvernement. Certains ont suggéré que le Canada pourrait tirer des leçons des exemples internationaux de privatisation pour favoriser une meilleure croissance et la création d'une propriété intellectuelle. Les cycles de gouvernement aux mandats changeants et les périodes d'inactivité pendant les élections ont aussi été abordés. Le gouvernement doit parfaire ces ajustements pour réduire les effets négatifs sur les entreprises.

Mesures futures suggérées :

- Passer en revue les régimes de réglementation et les modifier pour réduire et simplifier le fardeau qui pèse sur l'industrie.
- Déterminer ce que le gouvernement n'a plus besoin d'entreprendre (en raison des avancées technologiques) et ce qui pourrait être mieux fait par le secteur privé.
- Simplifier les crédits d'impôt comme le crédit d'impôt à l'investissement de la recherche scientifique et du développement expérimental.

Image de marque :

Les participants ont relevé la nécessité de davantage souligner les forces et les exemples de réussites en Alberta et dans l'Ouest. Commercialiser notre expertise nationalement et internationalement aidera nos entreprises dans le développement de nouveaux marchés, par exemple en ce qui a trait à notre force en matière d'intelligence artificielle. Dans les secteurs bureaucratiques, politiques et industriels, les chefs de file doivent promouvoir coopérativement l'Ouest canadien. Une vision commune de la promotion de l'Ouest canadien renforcerait notre image sur la scène internationale.

Mesures futures suggérées :

- Augmenter la visibilité des forces de l'Alberta et de l'Ouest grâce au marketing et à la promotion de l'image de marque.
- Informer le personnel diplomatique à l'étranger des forces et des compétences de l'Alberta et de l'Ouest afin de mieux mettre en valeur notre pays sur les marchés.
- Adopter une approche de travail d'équipe pour réaliser les objectifs communs et rencontrer les partenaires nationaux et internationaux.

Résumé :

Les participants ont déterminé que la collaboration et la communication sont les pierres angulaires de la création de l'économie de demain. Le gouvernement peut aider en assumant un rôle de rassembleur et en éliminant les obstacles à la collaboration. Le legs des règlements et des pratiques désuètes doit être examiné et actualisé. Le gouvernement doit réagir rapidement pour établir des environnements qui appuient le développement et la compétitivité des entreprises. Davantage doit être fait pour parler de nous au monde entier et établir une reconnaissance mondiale de nos forces régionales.

RÉSUMÉ DE LA TABLE RONDE

SASKATCHEWAN

RÉSUMÉ

Le présent rapport tente de regrouper les commentaires des participants aux séances de mobilisation organisées en Saskatchewan relativement à l'élaboration d'une Stratégie de croissance de l'Ouest canadien. Les procès-verbaux rédigés pour chaque question posée lors des séances de mobilisation ont été examinés et regroupés par question. Les réponses des participants à chaque question étaient énormément variées; le résumé qui suit ne dresse donc pas un portrait exhaustif. Ce rapport avait pour but d'articuler un exposé plus qualitatif à partir des commentaires formulés par les participants. Les commentaires retenus dans ce résumé sont ceux qui ont été le plus fréquemment formulés lors des séances de mobilisation.

Les participants aux tables rondes de la Saskatchewan envisagent une économie de l'Ouest canadien plus inclusive dans dix ans. Cette économie inclusive comporte une plus grande participation autochtone, autant comme employeur que comme employé. Ils voient une participation active à l'économie par tous les groupes déterminés. Ils projettent que la technologie influencera davantage notre manière de travailler et d'exploiter une entreprise. Étant donné cette exigence, l'accès Internet haute vitesse (à large bande) a été mentionné lors de chaque table ronde. Les grands projets de transformation englobant des principes de base modernes définis pour la santé, le mieux-être et l'activité économique (p. ex. alimentation en eau, logement et routes), ont été mentionnés au cours de chaque séance. Ces projets ont été mentionnés en plus des pipelines, des lignes ferroviaires et des ports pour le transit des produits et des biens de l'Ouest canadien.

L'éducation, la formation et la compréhension du milieu de travail ont été abordées non seulement pour la formation, mais aussi pour favoriser l'inclusion dans l'économie et la collectivité. Les exigences en matière d'éducation sont de plus en plus élevées : nous devons continuer d'offrir de la formation de manières ciblées. Les participants ont aussi mis l'accent sur le besoin de créer des capacités et des voies, et de fournir de la formation entrepreneuriale aux jeunes en tant que facteur important de la croissance économique. Des défis ont été cernés au chapitre de l'employabilité après la formation, et on a déterminé la nécessité de cerner les besoins futurs en vue de cibler la formation à l'emploi et de mieux utiliser les compétences des populations d'immigrants et d'Autochtones. La séance sur les jeunes a relevé un besoin de formation supplémentaire dans le domaine de la transformation numérique.

L'accès au capital est un problème persistant. Les représentants autochtones veulent voir la conclusion rapide de plusieurs revendications relatives aux droits fonciers découlant des traités de manière à ce que les ressources qu'elles visent puissent être exploitées pour fournir le capital nécessaire aux projets autochtones.

La bureaucratie et les règlements gouvernementaux demeurent une source de préoccupations pour ce qui est de la création d'entreprises, le développement et la croissance de l'emploi. Même si l'Initiative des supergrappes reçoit beaucoup de soutien en Saskatchewan, les participants ont demandé des mesures incitatives supplémentaires pour encourager l'industrie à travailler en collaboration avec les chercheurs. Ils ont également demandé que le soutien financier soit utilisé pour des projets novateurs « à risque élevé ».

QUESTION N° 1:

À QUOI RESSEMBLERA UNE ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN PLUS SOLIDE DANS DIX ANS?

La vision des répondants de la Saskatchewan pour l'Ouest canadien dans dix ans mettait l'accent sur une appartenance hétérogène plus inclusive à l'économie et à la collectivité. Étant donné la population autochtone jeune et croissante de la province, leur vision décrivait des relations solides entre les chefs d'entreprise provinciaux, fédéraux et autochtones.

L'éducation a été un sujet fréquemment abordé lors des séances en Saskatchewan. Le terme a été utilisé non seulement dans son acception traditionnelle au sein du système d'éducation et de formation, mais aussi dans le sens de la compréhension des ressources, des talents et de l'infrastructure que l'Ouest a à offrir aux échelles nationale et internationale. Le terme a été utilisé pour décrire la quantité de renseignements erronés ou l'absence complète de connaissances sur l'histoire des relations entre le gouvernement et les Autochtones ainsi que sur l'incidence passée et future des lois fédérales.

Les participants envisageaient un futur pour l'Ouest dans lequel ses ressources et produits étaient facilement transportés à l'extérieur de la région vers les marchés nationaux et internationaux. Ils concevaient la production et la vente internationale de produits à valeur ajoutée. Ces produits, nouveaux ou améliorés, font toujours partie de nos forces, qui relèvent de nos grappes d'intérêt.

Ils envisageaient d'importants changements au chapitre du travail et de la production dans tous les secteurs de l'économie, et l'intégration de l'automatisation et de la numérisation dans tous les secteurs industriels. Ce changement constituera un défi supplémentaire pour ce qui est de nos systèmes d'éducation et de formation. Il posera également un défi en ce qui concerne les activités d'exploitation et d'entreprise rurales. Enfin, les jeunes veulent savoir maintenant quels emplois resteront dans la province suivant ce changement.

Recommandations et suggestions des participants concernant les mesures à prendre

Les participants recherchaient des projets apportant des changements transformateurs pour la région. Ils ont mentionné le besoin d'un accès Internet haute vitesse (à large bande) dans les collectivités rurales et éloignées, et le besoin de projets de transport et d'infrastructure d'approvisionnement en eau à grande échelle.

Les participants veulent que l'on accorde davantage d'importance à la création d'une collectivité et d'une économie plus inclusives et qu'on y consacre plus d'efforts. Ils veulent que l'entrepreneuriat fasse partie des programmes des systèmes scolaires plus tôt et que le système d'éducation soutienne cette discipline tout au long du parcours scolaire, y compris les études postsecondaires.

Conclusion sommaire

Les participants en Saskatchewan recherchent des projets à grande échelle qui soutiennent l'accroissement de l'activité économique et de la participation dans les marchés locaux, régionaux et mondiaux. Ils veulent faire mieux comprendre nos forces locales et régionales, non seulement pour contribuer au développement économique, mais aussi pour raconter leurs histoires aux autres. Selon eux, l'inclusion ne signifie pas seulement travailler avec d'autres personnes dans la région, mais aussi promouvoir et de renforcer sentiment au sein de la nation.

QUESTION N° 2:

QUELLES SONT LES MEILLEURES FAÇONS DE STIMULER UNE NOUVELLE CROISSANCE DANS L'OUEST CANADIEN?

Les participants aux tables rondes en Saskatchewan veulent voir des projets « transformateurs » à grande échelle pour soutenir une nouvelle croissance. Ils ont suggéré de veiller à ce qu'un accès Internet haute vitesse soit fourni partout dans la province et dans l'Ouest et plus précisément dans les collectivités rurales, nordiques et éloignées. Ils ont indiqué qu'il s'agit d'un service essentiel. D'autres projets à grande échelle comprennent l'infrastructure de transport des marchandises et des ressources. Les participants veulent que l'on soutienne les pipelines, mais aussi le développement des lignes de chemin de fer, des routes et des ports au Canada.

Ils ont appuyé l'Initiative des supergrappes et les principes sur lesquels reposaient sa création et sa conception. L'Initiative des supergrappes a été bien accueillie, car le programme plaçait les entreprises au cœur de son fonctionnement. Pour élaborer le programme, l'industrie a dû investir du temps, des efforts et de l'argent dans la création d'une vision pour la supergrappe et l'élaboration d'un plan pour sa mise en œuvre. Tel qu'il a été mentionné à plusieurs reprises, l'industrie a un intérêt dans l'affaire. Les participants ont félicité le gouvernement fédéral d'avoir adéquatement financé le programme pour faire une vraie différence plutôt que de tourner autour du pot de l'innovation et du changement.

Les dirigeants autochtones ont souligné la nécessité que tous les ordres de gouvernement travaillent de pair. Ils souhaitent obtenir une conclusion rapide aux revendications relatives aux droits fonciers découlant des traités. Ils estiment que ces fonds pourront les aider à surmonter certains obstacles financiers précis auxquels ils sont confrontés. Ils espèrent une conclusion positive aux engagements fédéraux en matière de besoins fondamentaux, comme l'accès à l'eau propre et un financement égal de l'éducation dans les réserves. Tous les participants qui ont formulé des commentaires à ce sujet ont soutenu ces demandes. Les collectivités et les dirigeants autochtones veulent un engagement plus ferme quant à l'utilisation du processus gouvernemental d'approvisionnement pour aider les entreprises autochtones à se lancer ou à se développer.

Les participants ont reconnu la valeur de l'entrepreneuriat dans le renforcement de l'économie. Certains ont également reconnu qu'une vague d'entrepreneuriat est nécessaire pour soutenir la croissance et le développement futurs. Les participants veulent que l'entrepreneuriat soit enseigné à un jeune âge dans le système scolaire et que l'on insiste dessus tout au long du parcours scolaire des élèves, et qu'il y ait des programmes pour aider les entrepreneurs et les entreprises en démarrage. Ils souhaitent que l'entrepreneuriat fasse partie de la trousse d'inclusion pour tous les groupes au sein de l'économie. Ils souhaitent obtenir une aide financière pour la recherche et l'innovation à risque élevé, par exemple en ce qui a trait à la technologie de pointe et aux pratiques avant-gardistes. Ils veulent également que davantage de mesures incitatives soient adoptées pour encourager les entreprises à créer des partenariats avec les chercheurs.

QUESTION N° 3:

QU'EST-CE QUI PERMETTRA À L'ÉCONOMIE AUTOCHTONE DE CONTINUER À CROÎTRE?

Les participants ont souligné que chaque collectivité autochtone est différente et, partant, a ses propres besoins et préoccupations. Certains membres font face à des obstacles à la participation économique, comme celui d'ouvrir un compte bancaire ou celui de ne pas pouvoir se payer les biens de première nécessité. Des collectivités entières font face à des obstacles, comme l'accès à de l'eau propre, des moyens de transport fiables dans les collectivités et l'accès Internet à haut débit pour pouvoir participer à l'économie.

Les participants ont également fait remarquer que les entreprises autochtones ont besoin de soutien de façons importantes. L'impossibilité d'utiliser les actifs immobiliers dans la plupart des collectivités autochtones empêche les entrepreneurs autochtones de prospérer. Dans certains cas, si les négociations sur les droits fonciers issus de traités arrivaient à une conclusion, les bandes et les individus autochtones pourraient alors utiliser leur terre cédée en vertu d'un traité comme garantie, dégageant ainsi du capital pour diverses possibilités d'affaires. Une fois que les entreprises autochtones sont établies, la nature cyclique des cycles de produits de base peut être un défi pour nombre d'entreprises autochtones. On peut y faire quelque peu contrepoids en offrant un plus grand accès aux occasions d'achat offertes par le gouvernement et un accès au capital pour aider les entreprises autochtones à s'établir dans les réserves et hors réserve.

Plusieurs collectivités n'ont pas la formation professionnelle et l'éducation nécessaires pour participer à l'économie. Implanter solidement la formation professionnelle dans les collectivités nordiques demande beaucoup d'efforts et de capitaux. Dans ces collectivités, les priorités de programme devraient privilégier l'éducation, la formation et aider les jeunes travailleurs scolarisés à trouver un emploi. Les politiques et priorités gouvernementales devraient tenir compte des différences nécessaires dans les programmes régionaux pour voir à la formation professionnelle et à l'éducation.

Recommandations et suggestions des participants concernant les mesures à prendre

Les coentreprises et les sociétés de personnes ont été soulignées comme des possibilités d'augmenter la participation économique des Autochtones. Les bandes autochtones ont la possibilité d'acheter une terre en vertu d'un accord de règlement lorsqu'une occasion a été déterminée, alors que des coentreprises entre des groupes autochtones et la SaskPower ont eu du succès par le passé. De plus, le modèle du First Nations Technical Services Advisory Group pourrait apporter une valeur considérable à l'appui aux services techniques offerts aux collectivités autochtones, en particulier en ce qui a trait à l'énergie propre.

Conclusion sommaire

Chaque collectivité autochtone fait face à ses propres défis, qu'il s'agisse de ses membres, de la collectivité entière ou de ses entreprises. Le fait de cerner et traiter les enjeux qui font obstacle à la croissance économique et aux débouchés sera important pour les peuples et les collectivités autochtones en Saskatchewan. Les enjeux cernés concernaient les choses essentielles, comme le coût de la vie et les besoins en infrastructure. De même, l'éducation et la formation des jeunes autochtones ainsi que l'exploitation d'une entreprise dans les collectivités nordiques comportent leurs propres lots de défis.

QUESTION N° 4: COMMENT POUVONS-NOUS AMÉLIORER LA PARTICIPATION ÉCONOMIQUE DANS L'OUEST DES GROUPES SOUS-REPRÉSENTÉS?

Dans la quête de l'Ouest canadien pour la diversification de son économie et la prospérité, l'inclusion des groupes sous-représentés est de plus en plus perçue comme un facteur important à l'atteinte de cet objectif. Ces groupes représentent un potentiel économique inexploité. Comme l'ont souligné les participants dans les séances de consultation, chaque groupe sous-représenté a des besoins d'aide particuliers pour pouvoir participer à l'économie.

Améliorer la participation économique des femmes

Un manque de soutien après l'accouchement rend difficile la participation économique des femmes. Le faible nombre de garderies, surtout en milieu rural, et le peu de soutien pour la réintégration des femmes au marché du travail après avoir donné naissance sont des facteurs qui contribuent au problème. Lorsque les femmes sont en mesure de retourner travailler, il devrait y avoir plus de programmes pour soutenir les femmes en milieu de travail, comme lorsqu'elles font face à des défis en essayant d'obtenir des fonds de capital de risque.

Améliorer la participation économique des jeunes

Les participants ont souligné l'importance de mobiliser tôt les jeunes, en créant des moyens éducatifs et des avenues par l'intermédiaire de programmes de formation à l'entreprise. La barre en éducation étant de plus en plus haute, nous devons également veiller à former nos enfants en fonction des emplois de l'avenir et à offrir plus de renseignements et d'échanges sur les types d'emplois qui seront disponibles dans l'avenir. Lorsque les jeunes sont en âge de travailler, il devrait y avoir plus de fonds pour les initiatives d'embauche des jeunes et plus de programmes de transition pour faciliter l'insertion au marché du travail et les activités entrepreneuriales.

Améliorer la participation économique des nouveaux arrivants

Les participants ont également fait remarquer la difficulté que les immigrants ont à trouver un emploi pour lequel ils ont été formés, ce qui aboutit souvent à une communauté d'immigrants surqualifiés. Le Canada ne reconnaît pas toujours la valeur de leur éducation et de leur expérience d'une façon qui leur permet de mettre leurs compétences à profit au pays. Un solide programme de transfert des titres de compétences et plus de soutien pour transférer les immigrants à de meilleurs rôles correspondant davantage à l'ensemble de leurs compétences. Les exigences canadiennes en matière d'expérience peuvent faire obstacle et peuvent agir comme une forme de protection d'emploi. Par conséquent, cette situation met à l'épreuve la viabilité des petites villes et la possibilité pour les entreprises d'embaucher des travailleurs qualifiés.

Recommandations et suggestions des participants concernant les mesures à prendre

Un meilleur accès à large bande dans l'ensemble des collectivités rurales en Saskatchewan pourrait aider à intégrer ces groupes sous-représentés dans l'économie. Des partenariats de formation avec les écoles de métiers pourraient également aider à outiller ces groupes sous-représentés pour de futures carrières. Des organisations comme les associations de développement économique, les chambres de commerce et la Saskatchewan Urban Municipalities Association ont un rôle à jouer pour faire valoir ces groupes comme des éléments appréciables de l'économie saskatchewanaise de demain.

Conclusion sommaire

Les commentaires des participants ont entraîné un ensemble de buts différents pour aider à améliorer la participation économique de chaque groupe sous-représenté. Dans le cas des femmes, la plupart des commentaires tournaient autour du besoin de soutien à la réintégration du marché du travail. Pour ce qui est des jeunes, il était important de nouer le dialogue avec eux tôt dans leur vie afin qu'ils aient une formation en entrepreneuriat tout au long de leur scolarité pour pouvoir réussir dans l'économie. Pour les immigrants, les compétences et l'éducation qui les accompagnent à leur arrivée au pays doivent être reconnues d'une façon plus systématique.

QUESTION N° 5: COMMENT LES GOUVERNEMENTS, L'INDUSTRIE ET LES CANADIENS DE L'OUEST PEUVENT-ILS COLLABORER POUR FAIRE CROÎTRE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE?

Les participants ont souligné qu'en Saskatchewan, l'accès à large bande n'est pas répandu partout. Les zones urbaines disposent d'un Internet haute vitesse fiable, mais les coûts d'infrastructure pour fournir un accès Internet dans des terrains exigeants et sur de grands espaces demeurent un problème dans les Prairies. Internet haute vitesse fournit plusieurs possibilités de participer à l'économie et d'accéder aux services gouvernementaux. Sans accès fiable, les collectivités isolées sont laissées pour compte.

Des préoccupations réglementaires ont également été soulevées lors des séances de mobilisation des intervenants. Les participants ont fait valoir que le gouvernement pourrait en faire plus pour répondre à l'incertitude réglementaire engendrée par certains des projets de loi environnementaux actuellement à l'étude. Par ailleurs, on craignait que l'incidence du projet de loi C-69 et de la taxe sur le carbone produise un effet cumulatif sur les décisions d'investissement des entreprises et fasse hésiter des entreprises. Le gouvernement pourrait en faire davantage pour s'attaquer à la charge réglementaire inutile et aux formalités administratives.

Parmi les possibilités, notons un plus grand nombre de partenariats entre les intervenants du public et du privé, ainsi que la perspective pour les entreprises de participer aux marchés publics. Le renforcement des relations et l'échange de données entre l'industrie, le gouvernement et les intervenants économiques aideront à créer des possibilités et permettront d'accroître la synergie entre ces intervenants. Aussi, rehausser les possibilités pour les entreprises de participer au processus d'approvisionnement du gouvernement et les occasions de travailler en étroite collaboration avec la Couronne sur la chaîne d'approvisionnement pourrait appuyer la stimulation du développement économique tout en permettant de forger des liens solides entre les secteurs privé et public.

Recommandations et suggestions des participants concernant les mesures à prendre

Les organismes gouvernementaux doivent travailler de pair et simplifier les programmes afin de présenter une stratégie claire et d'offrir de nouvelles possibilités pour le public. De plus, l'Ouest canadien sera confronté à de nombreux défis dans les années à venir. Il serait avantageux de choisir les défis de nature transformationnelle, comme fournir un accès Internet aux emplacements ruraux, s'assurer que l'économie est inclusive et fournir une infrastructure répondant aux besoins fondamentaux de toutes les collectivités.

Conclusion sommaire

Les différents types de défis et de possibilités soulevés lors des séances de mobilisation des intervenants nécessiteront une collaboration accrue du gouvernement, de l'industrie et des intervenants de l'Ouest canadien. Fournir un accès à large bande dans les collectivités rurales et éloignées, traiter les questions d'incertitude et de fardeaux réglementaires, ainsi que simplifier et augmenter les possibilités de contrats d'approvisionnement gouvernementaux nécessiteront tous une approche coordonnée dans les prochaines années. Le gain est une économie ouest-canadienne diversifiée et prospère.

RÉSUMÉ DE LA TABLE RONDE

MANITOBA

RÉSUMÉ

Le présent rapport est un résumé des réponses obtenues lors des tables rondes organisées à Winnipeg, au Manitoba.

Les participants aux tables rondes du Manitoba indiquent que l'harmonisation des intervenants à l'égard des questions et possibilités économiques plus vastes est nécessaire. En plus d'une meilleure coordination entre les gouvernements, l'industrie et le milieu universitaire, les participants souhaitaient accroître le nombre d'entrepreneurs de petites entreprises au Manitoba pour faire augmenter le taux d'emploi.

Le Manitoba compte la plus grande population de jeunes Autochtones dans l'Ouest canadien. Les participants étaient conscients de ce fait et ont souligné le besoin de les inclure dans le développement économique. Les participants étaient aussi d'avis que l'entrepreneuriat des Autochtones devrait être encouragé et soutenu, de même que leur réussite postsecondaire. Ils ont également soulevé la nécessité de renforcer la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones.

Les intervenants ont également discuté de l'importance de maintenir la force des différents secteurs en investissant dans la recherche et les produits de grande valeur. Plus précisément, la technologie et le potentiel de commercialiser des produits pour pénétrer de nouveaux marchés étaient au centre des discussions.

Pendant les tables rondes, les participants ont souligné l'importance d'établir des objectifs, des points de référence et des cibles pour mesurer la réussite du développement économique. Ils ont reconnu que les objectifs et les approches de développement économique doivent couvrir l'ensemble de l'Ouest canadien pour que les plus petites économies provinciales du Canada puissent être concurrentielles à l'échelle mondiale. Les participants ont accentué le fait que de créer une plateforme unifiée où tous les Manitobains peuvent se réunir est essentiel à la réussite.

QUESTION N° 1:

À QUOI RESSEMBLERA UNE ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN PLUS SOLIDE DANS DIX ANS?

« Une économie manitobaine solide s'appuiera sur la croissance des secteurs émergents, la croissance du commerce et des investissements, la création d'emplois et la progression des revenus, ainsi que sur une image de marque internationale qui témoigne du leadership de l'Ouest canadien dans les secteurs clés et de l'innovation. »

Notre économie doit être forte, bien diversifiée et fondée sur des technologies de pointe, elle doit adopter une approche équilibrée et elle doit nécessiter l'emploi d'une main-d'œuvre compétente et diversifiée. Elle doit être une économie qui envisage les sources d'énergie renouvelable et optimise les avantages tirés des ressources naturelles canadiennes limitées au moyen de techniques de post-traitement pour créer des produits d'exportation ou finaux de grande valeur plutôt que des matières brutes.

Les participants ont cerné le besoin d'adopter et d'intégrer des technologies dans les secteurs traditionnels, comme les secteurs miniers et manufacturiers, qui semblent accélérer à un rythme plus rapide que dans le reste du pays. Nous vivrions dans un Ouest canadien où l'automatisation a transformé nos villes, les rendant plus propres et efficaces. La population est jeune, diversifiée et éduquée. Cependant, les participants ont indiqué que ce scénario nécessitera une vision à long terme portant particulièrement sur la création d'un système solide de renouvellement des talents.

L'Ouest canadien pourrait être à l'avant-garde de la recherche et du développement dans le domaine de la biotechnologie et d'autres industries émergentes. Plutôt que de nous laisser distancer, nous devrions développer et exporter sciences et technologies au reste du monde.

Diminution du fardeau réglementaire :

En réponse à une question sur la réussite dans le futur, un thème récurrent chez les intervenants était le rehaussement de l'intégration de l'économie de l'Ouest et la réduction du fardeau réglementaire. La nécessité des règlements doit être contrebalancée par la croissance économique. La présence de l'Ouest canadien sera réputée comparable ou plus grande que celle de l'Ontario ou du Québec. Même si la diversité est un objectif, nous voulons des entreprises fortes et qui réussissent.

Il faut élever l'image de marque de la région sur la scène internationale

L'argument a été présenté que dans dix ans les entreprises devraient être en mesure de faire des affaires d'une province à l'autre et que l'Ouest canadien devrait être considéré comme un carrefour pour les entreprises développant de nouvelles technologies, car l'Ouest est réputé être un endroit où il est « facile » de lancer de nouveaux produits.

La vision réitérée par des gens au Manitoba une économie plus solide s'appuiera sur la croissance des secteurs émergents, la croissance du commerce et des investissements, la création d'emplois et la progression des revenus, ainsi que sur une image de marque internationale qui témoigne du leadership de l'Ouest canadien dans les secteurs clés et de l'innovation.

Un futur idéal inclurait un nombre accru de nouvelles entreprises élaborant des solutions commercialisables à l'international émanant des avantages stratégiques uniques de l'Ouest canadien.

Diversification du marché d'exportation :

Les intervenants étaient convaincus que dans dix ans, dans une situation idéale, l'Ouest canadien aurait réduit sa dépendance envers les États-Unis et continuerait d'augmenter ses échanges avec d'autres pays. Il est nécessaire de diversifier les exportations et de nous concentrer sur le marché asiatique et de réduire notre dépendance envers les États-Unis.

Nord du Manitoba :

Un thème récurrent aux tables rondes du Manitoba était que le gouvernement fédéral ne peut pas et ne doit pas oublier le Nord. La vision articulée pour le futur dans dix ans est « une économie rurale et nordique forte et mobilisée ».

Au cours de la discussion axée sur le futur, un participant a déclaré : « Je m'attends à ce que nous ayons résolu le processus de consultation et de mobilisation des peuples autochtones. Une telle réussite aura à son tour entraîné une incroyable croissance dans le secteur des ressources. Un raccordement ferroviaire et un port en haute mer à Churchill créeront de nouvelles possibilités d'exportation des marchandises ouest-canadiennes. »

Inclusivité :

Les participants croient que, dans dix ans, l'Ouest canadien aura une économie dans laquelle les personnes qui rencontrent généralement des obstacles à l'emploi auront accès au marché du travail. Il y aura des logements abordables pour les étudiants et un coût de la vie faible qui aidera à retenir les diplômés.

Thèmes

- Une économie de l'Ouest plus intégrée avec moins de règlements
- Une meilleure image de marque de l'Ouest sur la scène internationale qui met en valeur les secteurs clés
- Une économie rurale et nordique forte et mobilisée
- Achèvement du processus de consultation et de mobilisation des peuples autochtones
- Un meilleur accès au marché du travail
- Plus de produits issus de ressources naturelles à valeur ajoutée
- Une plus grande intégration de la technologie dans les industries traditionnelles

QUESTION N° 2: QUELLES SONT LES MEILLEURES FAÇONS DE STIMULER UNE NOUVELLE CROISSANCE DANS L'OUEST CANADIEN?

« Nous devons développer des liens plus solides entre le monde des affaires et les établissements postsecondaires du Manitoba afin de mettre en relation les diplômés et les employeurs qui tentent de répondre à un besoin ».

Les participants ont déterminé que se concentrer sur les forces des secteurs régionaux et investir davantage dans celles-ci sont les meilleurs moyens de stimuler une nouvelle croissance dans l'Ouest canadien. Il faut améliorer l'accès au marché du travail pour les immigrants qualifiés. Les intervenants ont relevé la nécessité d'accorder de meilleurs soutiens aux entrepreneurs. Il importe également de lancer et de retenir les entreprises localement, et de veiller à ce qu'elles disposent des soutiens, de la main-d'œuvre qualifiée, des capitaux et de l'écosystème nécessaires pour qu'elles souhaitent rester. Nous sommes moins susceptibles d'attirer de nouvelles entreprises au Manitoba; il nous faut donc cultiver le talent de l'intérieur.

La croissance est largement stimulée par la confiance du milieu des affaires. Un haut degré de confiance mène à des décisions favorables aux investissements, à de nouvelles activités commerciales et à la création d'emplois. Les domaines d'intérêt qui contribuent à l'accroissement de la confiance englobent un engagement à long terme à l'égard d'une stratégie de croissance et des programmes de développement économique qui cadrent avec les besoins actuels et en évolution de l'industrie. Tel qu'il a été mentionné dans d'autres discussions, il est nécessaire de renforcer une image de marque internationale pour les entreprises de l'Ouest canadien, dans un environnement qui permet à ces entreprises de livrer concurrence sur la scène internationale.

Nous pouvons stimuler la croissance en puisant dans des bassins de talents, en axant nos efforts sur l'offre des meilleures expériences éducatives qui soient, et en donnant aux étudiants actuels l'occasion de travailler avec des organisations pour relever des défis concrets. Les possibilités d'emploi en milieu de travail offertes aux étudiants étaient perçues comme un élément clé de la prospérité future.

L'Ouest doit continuer à mettre l'accent sur la compétitivité (tant sur le plan réglementaire que sur le plan de l'imposition). Il faut également se concentrer sur l'innovation et les nouvelles technologies pour favoriser la création de nouvelles possibilités. Il faudrait examiner la possibilité d'appuyer les secteurs clés (agriculture, fabrication, exploitation minière, tourisme, etc.) et d'aider à créer et à soutenir des chaînes d'approvisionnement et des occasions à valeur ajoutée.

Nous devons miser sur nos forces, y compris nos ressources, qui constituent la pierre angulaire de l'économie du Canada. Un participant a indiqué qu'il faudrait développer le port de l'Ouest canadien à Churchill, et mettre à niveau son infrastructure de transport (routier et ferroviaire) afin de faciliter le transit par le port des marchandises provenant de l'ensemble de l'Ouest canadien.

Nous devons également investir dans l'éducation, avec des programmes et des soutiens accrus pour les jeunes Autochtones.

Thèmes

- Se concentrer sur les forces des secteurs régionaux et investir davantage dans celles-ci.
- Améliorer l'accès au marché du travail pour les immigrants qualifiés.
- Appuyer les entrepreneurs.
- Offrir des possibilités d'emploi en milieu de travail aux étudiants.
- Mettre l'accent sur la compétitivité, l'innovation et les nouvelles technologies.
- Développer le port de Churchill.
- Offrir des programmes et des soutiens améliorés aux jeunes Autochtones.
- Concevoir des solutions d'entreprise à vocation sociale grâce à l'innovation sociale.
- Investir dans l'éducation et la formation des jeunes.
- Faire croître le bassin de talents.
- Éliminer les obstacles à la croissance pour les PME.
- Améliorer l'accès au marché.
- Développer l'image de marque de l'Ouest canadien pour établir celui-ci en tant que centre de l'innovation sur le plan technologique.

Recommandations précises

- Tirer avantage des industries émergentes.
- Maintenir la viabilité du secteur de la fabrication en investissant dans la recherche et le développement ainsi que dans des produits de grande valeur.
- Mettre l'accent sur la création de liens plus solides avec les établissements postsecondaires afin de créer un lien entre les diplômés et les employeurs qui tentent de pourvoir un poste.
- Encourager le développement d'entreprises dans les petites collectivités rurales grâce à des mesures incitatives pour favoriser l'innovation.
- L'augmentation du nombre de propriétaires de petites entreprises entraînerait une augmentation du nombre d'emplois.
- L'appui aux technologies émergentes serait avantageux pour de nombreux secteurs et aurait des effets positifs sur l'ensemble de ceux-ci.
- Il est important de maintenir des activités économiques de base, mais de mener des projets à risque élevé en même temps.
- Il faut faire la promotion des grappes qui renforcent les secteurs dans lesquels les régions excellent déjà. Cette façon de procéder attirera les meilleures personnes vers ces régions. Il faut prendre l'exemple de l'approche adoptée par Montréal pour bâtir une « Silicon Valley » de l'intelligence artificielle de classe mondiale.
- Les petites entreprises autochtones survivent grâce à l'approvisionnement. Il faut renforcer la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones et comprendre les exigences liées à l'approvisionnement des Autochtones aux fins de la passation des marchés.
- Il faut rechercher les exemples de réussite à l'échelle mondiale.
- Les entrepreneurs bénéficieraient grandement de l'accès aux réseaux habituellement fermés.

QUESTION N° 3:

QU'EST-CE QUI PERMETTRA À L'ÉCONOMIE AUTOCHTONE DE CONTINUER À CROÎTRE?

« Nous devons de toute urgence renforcer la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones au Manitoba. La croissance et le maintien des entreprises autochtones doivent constituer l'une des priorités du gouvernement fédéral. »

L'économie autochtone croîtra grâce à une participation accrue à l'économie au moyen du travail et de l'entrepreneuriat. Les problèmes en matière d'emploi peuvent être réglés en grande partie grâce à l'augmentation du niveau d'éducation et à l'offre de programmes de formation en milieu de travail efficaces qui fournissent des mécanismes d'aide à l'emploi aux employés autochtones tout comme aux employeurs. Une plus grande sensibilisation en milieu de travail à l'égard de la culture et de l'histoire des Autochtones, l'offre d'un mentorat et une flexibilité accrue quant aux niveaux de compétences nécessaires pour les postes de premier échelon sont quelques domaines clés pour ce qui est de l'emploi des Autochtones. Ce qui pose principalement problème au chapitre de l'entrepreneuriat est un manque de capital de démarrage, une exposition limitée aux modèles dans le domaine de l'entrepreneuriat, des programmes d'approvisionnement inefficaces pour les entreprises appartenant à des Autochtones et un manque d'exposition à l'entrepreneuriat dans les écoles.

Points saillants

- Le Manitoba compte la plus grande population de jeunes Autochtones dans l'Ouest canadien. Il faut réduire les obstacles en vue d'accroître la participation à l'économie.
- Il faut promouvoir et appuyer les entrepreneurs autochtones.
- Il faut améliorer l'enseignement primaire et secondaire puisque, à l'heure actuelle, le fait d'avoir terminé des études secondaires ne prépare pas les étudiants autochtones dans les réserves à bien réussir à l'université.
- Il faut éliminer les obstacles à la réussite scolaire auxquels se heurtent les étudiants autochtones, dont les suivants :
 - Le fait d'avoir à payer leurs frais de scolarité tout en travaillant signifie qu'ils ne peuvent pas consacrer tout le temps nécessaire à leurs travaux de cours et que plus de temps s'écoule avant qu'ils puissent obtenir leur diplôme universitaire.
 - Ils bénéficient d'un soutien familial limité en raison de la distance physique occasionnée par le fait d'avoir à fréquenter un établissement d'enseignement éloigné.
 - Il y a une lacune au chapitre des connaissances familiales qui permettraient d'aider les jeunes à s'y retrouver dans la bureaucratie institutionnelle d'un établissement universitaire.
- Veiller à ce que l'éducation demeure abordable en créant des subventions post-recrutement. Le soutien financier se fait rare une fois que les gens ont franchi le seuil de la porte.
- Il est possible de favoriser la réussite scolaire en améliorant les soutiens offerts aux étudiants autochtones et en créant des milieux accueillants.
- L'emploi est la mesure la plus importante en ce qui concerne les peuples autochtones.

Thèmes

- Mentorat, perfectionnement des compétences
- Éducation, emplois, soins de santé, logement et entrepreneuriat accrus
- Accès plus facile au capital
- Plus d'initiatives comme Churchill
- Uniformité dans l'application du processus d'obligation de consulter les groupes autochtones de l'Ouest
- Entreprise à vocation sociale
- Établissement de l'infrastructure à large bande

Recommandations précises

Concevoir un programme de protection contre les risques et de rétablissement en vue d'appuyer ceux qui souhaitent se lancer en affaires ou les entreprises axées sur l'élaboration de solutions, et d'aider, dans une certaine mesure, à gérer les risques financiers. S'appuyer sur les travaux réalisés dans le cadre du First People's Economic Growth Fund pour évaluer les risques potentiels et les avantages d'une idée.

S'inspirer du succès de la ligne ferroviaire de Churchill pour aider les collectivités autochtones à élaborer des plans de développement économique régionaux complémentaires et harmonisés. Cerner les éléments clés et les investissements nécessaires pour veiller à leur efficacité.

QUESTION N° 4: COMMENT POUVONS-NOUS AMÉLIORER LA PARTICIPATION ÉCONOMIQUE DANS L'OUEST DES GROUPES SOUS-REPRÉSENTÉS?

« Il est habituellement très difficile de décrocher un premier emploi. Créer et appuyer les possibilités d'apprentissage intégrées au travail comme l'enseignement coopératif, les stages, les programmes d'apprentissage, etc. Comprendre une composante de mentorat où les groupes sous-représentés peuvent être appuyés pendant les premiers mois en poste. »

Éliminer les obstacles au succès des femmes sur le plan économique grâce à des politiques et à des mesures législatives qui favorisent l'attraction, la rétention et l'avancement des femmes. Par exemple, dans le secteur des TIC, il est essentiel de demeurer au fait des avancées technologiques. Les femmes ne peuvent pas perfectionner leurs compétences pendant leur congé de parental sans nuire à leur admissibilité aux prestations d'assurance-emploi. Les femmes doivent encore assumer une grande part de responsabilités pour ce qui est de la gestion du foyer et de la vie familiale; pourtant, elles se heurtent bien souvent à certaines réserves de la part de leurs employeurs lorsqu'elles demandent des horaires flexibles. L'équité salariale et l'équité des genres sont des aspects importants. Si les femmes se sentent exclues ou écartées pendant les réunions ou dans la salle de conférence, c'est parce qu'elles le sont. Nous devons aborder ces enjeux d'un point de vue culturel, sociétal et économique.

Thèmes

- Mentorat, perfectionnement des compétences, éducation, stage
- Campagnes d'information et de sensibilisation sur les programmes existants
- Partenariats d'entreprises d'économie sociale :
- Créer des politiques et des lois qui éliminent les obstacles à la réussite économique des femmes.
- Accroître l'accès des PME à la Stratégie en matière de compétences mondiales.
- Améliorer le système d'évaluation des titres de compétences étrangers.
 - Créer des réseaux pour mettre les nouveaux arrivants en relation avec les employeurs.

Recommandations précises

- Établir des groupes communautaires de nouveaux arrivants pour aider les nouveaux Canadiens et leur donner la chance d'aller au bout de leurs idées.
- Créer des programmes pour fournir aux nouveaux arrivants des compétences de base. Le gouvernement fédéral peut aider à financer ces fournisseurs de programmes.
- Créer des réseaux qui aident les étudiants à apporter leurs idées dans les marchés :
 - Utiliser les réseaux pour cibler les groupes démographiques sous-représentés.

Recommandations d'inclusivité générale :

- Améliorer l'infrastructure à large bande
- Accroître l'accès au capital
- Améliorer l'approvisionnement
- Mettre l'accent sur les logements abordables
- Le capital de risque est quasi inexistant pour les entreprises autochtones, surtout en dehors des zones urbaines
- Au Manitoba, les prêteurs sont peu enclins à prendre des risques

QUESTION N° 5: COMMENT LES GOUVERNEMENTS, L'INDUSTRIE ET LES CANADIENS DE L'OUEST PEUVENT-ILS COLLABORER POUR FAIRE CROÎTRE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE?

« Les solutions évidentes sont de réduire les obstacles commerciaux internes qui existent entre les provinces de l'Ouest et aussi de veiller à ce que les règlements soient aussi uniformes que possible d'une province à l'autre. »

Les participants ont indiqué que nous entrons dans une nouvelle ère, dans laquelle l'économie, l'environnement et d'autres considérations, les restrictions commerciales et une panoplie de facteurs réglementaires et autres, jouent un rôle dans le développement des entreprises. Cela signifie qu'il est nécessaire de mettre l'accent sur un objectif stratégique clair axé sur les partenariats et conçu pour soutenir les entreprises et leur développement. L'innovation doit être encouragée et notre système d'éducation postsecondaire doit être amené à soutenir une nouvelle croissance économique par la recherche et le perfectionnement des compétences.

Thèmes

- Relever les forces régionales et provinciales, mettre l'accent sur ces dernières et financer leur développement.
- Faire tomber les obstacles au commerce intérieur.
- Soutenir les nouvelles entreprises.
- Appuyer les entreprises à vocation sociale et l'innovation sociale.
- Encourager le dialogue entre l'industrie, le milieu universitaire et le gouvernement.
- Encourager l'investissement.
- Tirer parti des collectivités éloignées en améliorant l'infrastructure de la large bande.

Recommandations précises

- Le Programme fédéral d'expérience de travail étudiant est une bonne initiative pour permettre au milieu universitaire d'établir des partenariats avec le gouvernement pour mener les étudiants à un emploi permanent. Le gouvernement peut éliminer les obstacles à la candidature et augmenter la visibilité du processus de présentation des candidatures.
- Le processus de postulation du gouvernement est difficile à percer : considérer l'intégration du recrutement aux programmes sur le campus et par l'entremise des groupes d'étudiants et des professeurs.
- Le gouvernement peut mieux expliquer la signification des tendances économiques pour les étudiants et les chercheurs d'emploi.
- Il faut définir clairement les étapes permettant de passer de la remise de diplôme à l'obtention d'un emploi, comme la tenue de salons professionnels ciblés.
- Les participants à la table ronde indiquent que l'établissement de buts, de critères et d'objectifs particuliers visant à mesurer le succès en matière de développement économique est nécessaire.
- Les employeurs et les entreprises ont besoin des points de repère que tout le monde peut utiliser pour se mesurer et qui est significatif dans un contexte mondial.
- Il faut déterminer qui est responsable de la mesure et de l'évaluation du rendement en ce qui a trait aux objectifs convenus.
- Une discussion a lieu sur une approche qui couvre l'ensemble de l'Ouest canadien par rapport à une approche régionale :
 - Les objectifs doivent couvrir l'ensemble de l'Ouest canadien pour que les plus petites économies provinciales du Canada puissent être concurrentielles à l'échelle mondiale.
 - Diversification de l'économie de l'Ouest Canada pourrait jouer un rôle de chef de file dans le cadre d'une telle stratégie qui couvre l'ensemble de l'Ouest canadien.
 - Une approche qui couvre l'ensemble de l'Ouest canadien permet d'augmenter la production des entreprises.
 - Les objectifs de l'ensemble de l'Ouest canadien peuvent être plus difficiles à atteindre pour les entrepreneurs autochtones parce que les populations, les économies et l'accès aux ressources varient d'une province à l'autre.
- Il faudrait appuyer dans une même mesure tous les secteurs.

Autres commentaires

- Le salaire moyen par personne et la croissance des salaires sont des indicateurs importants de réussite économique.
- Le nombre d'employés hautement qualifiés doit être plus important que les niveaux d'emploi totaux pour mesurer le succès.
- La plupart des gens sont heureux avec une croissance de 2 % et le manque de périodes de pointe ou de ressac de la province.
- L'économie stable et diversifiée du Manitoba incite plus facilement les entreprises à s'engager dans des investissements plus risqués.
- Le mentorat, un personnel hautement qualifié et une main-d'œuvre compétente vont tous de pair.
- Winnipeg a un système autonome que les entrepreneurs ont du mal à percer.
- Le Manitoba attire l'attention et des investissements mondiaux en raison de ses possibilités sous-valorisées.
- Les investisseurs envisagent d'investir à Winnipeg, mais ils voient un taux de chômage très peu élevé. Il convient de mettre un accent accru sur les occasions de formation chez les segments de la main-d'œuvre qui sont chroniquement sous-employés.

ANNEXE II:

LISTE DES ORGANISATIONS PARTICIPANTES

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Axine Water Technologies
Banque du Canada
Council of Forest Industries de la Colombie-Britannique
Association minière de la Colombie-Britannique
BC Tech Association
Business Council of British Columbia
Buy Social Canada
Ville de Prince George
College of New Caledonia
Community Futures Boundary
Community Futures British Columbia
Community Futures North Okanagan
Community Futures Stuart-Nechako
Creative BC
District de New Hazelton
Conseil de la technologie des Premières Nations
Gouvernement de la Colombie-Britannique – Ministre de l'Emploi, du Commerce et de la Technologie
Gouvernement de la Colombie-Britannique – Bureau du commissaire à l'innovation de la Colombie-Britannique
Greater Vancouver Gateway Council
Innovation Central Society
Kim Baird Strategic Consulting
LifeSciences BC
Administration portuaire de Port-Alberni
Administration portuaire de Prince George
Administration portuaire de Prince Rupert
S.U.C.C.E.S.S.
Chambre de commerce de Surrey
Translink
Université de la Colombie-Britannique
Université du Nord de la Colombie-Britannique
Université de Victoria
Vancouver Economic Commission
Administration portuaire de Vancouver Fraser
WestGrid

ALBERTA

Jeunes entrepreneurs autochtones de l'Alberta
Alberta Community & Co-Operative Association
Alberta Construction Association
Alberta Enterprise Corporation
Alberta Forest Products Association
Alberta Health Services
Alberta Indian Investment Corporation
Relations avec les Autochtones de l'Alberta
Alberta Innovates
Alberta Women Entrepreneurs
Alberta's Industrial Heartland Association
Bio Alberta
Blackline Safety
Business Link
Calgary Economic Development
Canada West Foundation
Alliance canadienne pour l'innovation dans les sables bitumineux

Association canadienne des producteurs pétroliers
Manufacturiers et Exportateurs du Canada
PDG – Alberta Council of Technologies Society
Ville de Calgary
Équipe de gestion des loisirs de la Ville de Calgary
Ville d'Edmonton
Aide au développement des collectivités – Crowsnest Pass
Aide au développement des collectivités – Highwood
Aide au développement des collectivités – Peace Country
Aide au développement des collectivités – St. Paul – Région de Smoky Lake – association Northeast Food Marketers
Aide au développement des collectivités – St. Paul – Région de Smoky Lake – Secteur : Chambre de commerce/Petites entreprises, Elk Point, Alb.
Aide au développement des collectivités – St. Paul – Région de Smoky Lake – Secteur : Organismes à but non lucratif/Petites entreprises, St. Paul, Alb.
Aide au développement des collectivités – St. Paul – Région de Smoky Lake – Secteur : Bénévoles/ Entreprises, St. Paul, Alb.
Aide au développement des collectivités – St. Paul – Région de Smoky Lake – St. Paul, Alb.
Aide au développement des collectivités – Traité no 7
Connection Silicon Valley
Conseil de développement économique de l'Alberta
Creative Destruction Labs – Rocheuses
Département de génie chimique et des matériaux, Université de l'Alberta
Economic Developers Alberta
Développement économique Lethbridge
Chambre de commerce d'Edmonton
Edmonton Economic Development Corporation
Edmonton Global
Aéroport international d'Edmonton
Conseil de la région métropolitaine d'Edmonton
Edmonton Screen Industries Office
Faculté des sciences de l'agriculture, de la vie et de l'environnement, Université de l'Alberta
Farmers Edge
Flexahopper Plastics Ltd.
GO Productivity
Gouvernement de l'Alberta – Développement économique et du Commerce
Growing Greener Innovations
Communauté indépendante/Organisateur d'entreprise
Indian Business Corporation
Services aux Autochtones Canada
Tourisme autochtone Alberta
Chambre de commerce de Lethbridge
Lethbridge College
MacEwan University
Métis Nation of Alberta
Metis Settlement General Council
Momentum
Ressources naturelles Canada

Northern Alberta Institute of Technology
Bureau de Randy Boissonnault
Bande des Premières Nations de Paul
Peraton Canada
Services publics et Approvisionnement Canada
Raytheon Canada
Rivet Management
Banque Royale du Canada
SeedUps Canada
Settlement Investment Corporation
Southern Alberta Institute of Technology
SouthGrow Regional Initiative
Technology Pathfinders
The Centre for Innovation Studies
Toma & Bouma Management Consultants, New West
Networks Inc.
Total Containment Inc.
TradeWinds to Success
Premières Nations de l'Alberta signataires du traité no 8
Tribal Chiefs Ventures
UNIGLOBE LGI Travel
University Hospital Foundation
Université de l'Alberta
Université de Calgary
University of Lethbridge
Systèmes télécommandés Canada
VizworX Inc.
WaVv
Western Canadian Defence Industries Association
Women Building Futures
Yardstick Software

SASKATCHEWAN

Ag-West Bio Inc.
Athabasca Basin Development
Battlefords Agency Tribal Chiefs
Cameco
Centre canadien de rayonnement synchrotron
Chef de la Première Nation de Little Black Bear
Clarence Campeau Development Fund
Co.Labs
Aide au développement des collectivités – Prince Albert
Conexus Credit Union
Co-operatives First
Des Nedhe Development LP
Economic Development Regina
EVRAZ
Federated Co-operative Limited
First Nation's Power Authority
Genome Prairie
Chambre de commerce du Grand Saskatoon
ISM Canada
Johnson-Shoyama Graduate School of Public Policy
Keewatin Career Development Corporation
Maire et conseil du village nordique de Green Lake
Développement des entreprises du Meadow Lake Tribal
Council
Morris Industries Ltd.
Mosaic/Saskatchewan Mining Association
New North, association des communautés nordiques de
la Saskatchewan
North West Communities Wood Products

Points Athabasca Pro Metal Industries
Sask Polytech
Saskatchewan Cattlemen's Association
Chambre de commerce de la Saskatchewan
Saskatchewan Co-operative Association
Saskatchewan First Nations Natural Resource Centre of
Excellence
Saskatchewan Research Council
Saskatchewan Trade and Export Partnership
Saskatchewan Young Professionals and Entrepreneurs
(SYPE)
Saskatoon Berry Council of Canada
Square One
Chef tribal du conseil tribal de File Hills Qu'Appelle
Département de physique et de génie physique de
l'Université de la Saskatchewan
Westcap Management Ltd.
Women Entrepreneurs of Saskatchewan Inc.

MANITOBA

Chambre de commerce autochtone
AKI Energy
Association des municipalités bilingues du Manitoba
Bioscience Association Manitoba
Commissariat aux langues officielles Manitoba/
Saskatchewan
Aide au développement des collectivités – West
Interlake
Éco-Ouest
EnviroTREC
Francofonds Inc.
Gouvernement du Manitoba
Information and Communication Technologies Association
of Manitoba (ICTAM)
Johnston Group
Chambre de commerce du Manitoba
Manitoba Council for International Education
Manitoba Technology Accelerator
Mobilisation du Conseil de développement économique des
municipalités bilingues du Manitoba
New Media Manitoba [en anglais seulement]
Personnel du CDEM
Precision ADM
Projet de gestion des matières ligneuses de la région de la
Rivière de Winnipeg
Projet ECA (Échanges commerciaux Canada-Afrique)
Province du Manitoba
Red River College
Réseau de développement économique et d'employabilité
(RDÉE Canada)
Réseau en immigration francophone du Manitoba
University College of the North (UCN)
Université de Winnipeg
Centre d'entreprises des femmes du Manitoba
World Trade Center Winnipeg

AUTRE

ABB Canada
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Association canadienne de l'industrie de la chimie
YMCA Canada

ANNEXE III:

RÉSUMÉ DE LA MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE QUANTITATIVE

Delaney & Associates a été embauchée pour aider à préparer la mobilisation puis pour faire rapport des constatations tirées de la mobilisation. Nous avons pour approche de structurer diverses possibilités de mobilisation, tant en personne qu'en ligne, au cours d'une période de mobilisation active de 10 semaines. Les intervenants pouvaient participer lors de nombreux événements qui se tenaient de la mi-septembre à la fin de novembre 2018.

OBJET

Le processus de mobilisation visait à écouter les Canadiens de l'Ouest et à apprendre de leurs idées concernant la croissance économique, afin d'éclairer l'élaboration de la Stratégie de croissance de l'Ouest canadien.

OBJECTIFS

Voici les objectifs du processus de mobilisation :

1. Mettre au point des descriptions et des mesures pour le succès économique.
2. Cerner les occasions de stimuler une nouvelle croissance.
3. Recueillir des renseignements sur les façons de favoriser la croissance économique des Autochtones.
4. Recueillir des renseignements sur les façons dont nous pouvons améliorer la participation économique dans l'Ouest des groupes sous-représentés.
5. Déterminer de nouvelles façons dont le gouvernement et l'industrie peuvent collaborer.

De plus, les participants ont fourni des commentaires sur d'autres sujets, comme le démontre le rapport sur les constatations.

Cinq questions ont été préparées afin de recueillir les renseignements requis pour atteindre ces objectifs. Les voici :

1. À quoi ressemblera une économie de l'Ouest canadien plus solide dans dix ans?
2. Quelles sont les meilleures façons de stimuler une nouvelle croissance dans l'Ouest canadien?
3. Qu'est-ce qui permettra à l'économie autochtone de continuer à croître?
4. Comment pouvons-nous améliorer la participation économique dans l'Ouest des groupes sous-représentés (notamment les femmes, les jeunes et les nouveaux immigrants)?
5. Comment les gouvernements, l'industrie et les Canadiens de l'Ouest peuvent-ils collaborer pour faire croître l'économie régionale?

Ces mêmes questions ont été posées durant chacune des séances de mobilisation, peu importe la « technique » utilisée. (voir la section ci-dessous sur les techniques)

RÉALISATION DE L'OBJECTIF

Durant les séances de mobilisation des intervenants à l'appui de la planification stratégique, un indicateur du succès est l'uniformité des conseils reçus par un échantillon représentatif d'intervenants. Diversification de l'économie de l'Ouest Canada a fait preuve de minutie pour sélectionner et inviter directement un grand groupe divers de ses intervenants à ce processus de mobilisation. La réponse a été meilleure que prévu.

Nous évaluons ci-dessous la mesure dans laquelle chaque objectif de mobilisation a été atteint à ce jour.

1. *Mettre au point des descriptions et des mesures pour le succès économique.*

Nous avons reçu 578 réponses à la première question, « **À quoi ressemblera une économie de l'Ouest canadien plus solide dans dix ans?** ». À partir de ces réponses, **nous avons établi 25 différents indicateurs du succès**. Cela dit,

l'objectif n'a pas été atteint durant le processus de mobilisation. Les renseignements recueillis à partir des réponses des intervenants à la première question, à savoir leur vision du succès, serviront à élaborer un cadre de gestion du rendement et de présentation de rapport durant la phase du projet visant l'élaboration d'une stratégie.

2. *Cerner les occasions de stimuler une nouvelle croissance.*

Les 488 réponses à la deuxième question, « **Quelles sont les meilleures façons de stimuler une nouvelle croissance dans l'Ouest canadien?** », ont offert **16 différentes suggestions pour stimuler une nouvelle** croissance dans l'Ouest canadien. Il convient de noter qu'un grand nombre de ces suggestions sont le fruit de discussions en petits groupes avec les intervenants clés. Par conséquent, ils ont fait l'objet d'une mûre réflexion et aideront à élaborer les priorités stratégiques et les mesures.

3. *Recueillir des renseignements sur les façons de favoriser la croissance économique des Autochtones.*

Les 343 réponses reçues à la troisième question, « **Qu'est-ce qui permettra à l'économie autochtone de continuer à croître?** », ont fourni **8 excellentes suggestions** sur comment favoriser la croissance de l'économie autochtone. Au total, 21 organisations autochtones ont participé au processus de table ronde de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada. Des membres de Premières Nations ont aussi participé aux séances de mobilisation en personne qui n'étaient pas organisées par Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, quoique les participants n'aient pas tous indiqué le nom de leur organisation.

4. *Recueillir des renseignements sur les façons dont nous pouvons améliorer la participation économique dans l'Ouest des groupes sous-représentés.*

Les 323 réponses à la quatrième question, « **Comment pouvons-nous améliorer la participation économique dans l'Ouest des groupes sous-représentés (notamment les femmes, les jeunes et les nouveaux immigrants)?** » ont fourni **9 suggestions uniques** sur comment améliorer la participation des groupes sous-représentés.

5. *Déterminer de nouvelles façons dont le gouvernement et l'industrie peuvent collaborer.*

Les 463 réponses à la cinquième question, « **Comment les gouvernements, l'industrie et les Canadiens de l'Ouest peuvent-ils collaborer pour faire croître l'économie régionale?** », ont fourni **8 suggestions uniques** sur comment les gouvernements peuvent collaborer entre eux et avec leurs intervenants pour améliorer le rendement économique.

TECHNIQUES DE MOBILISATION

Les techniques de mobilisation sont des pratiques exemplaires bien établies dans le domaine de la mobilisation du public et des intervenants à l'appui de la prise de décisions. Différentes techniques sont jumelées de la façon qui permet au mieux de répondre aux besoins de la décision en cours (dans ce cas, l'élaboration de la stratégie), des preneurs de décision et des intervenants. Le processus de mobilisation en question a été conçu de manière à réduire, autant que possible, les obstacles à la participation.

Cela étant, nous avons suggéré que Diversification de l'économie de l'Ouest Canada organise une série de tables rondes afin de rencontrer en personnes les représentants des principales organisations intervenantes. Pour les organisations qui n'ont pu être présentes, nous avons préparé un guide de discussion qui fournit toutes les étapes permettant d'organiser une table ronde autonome et en faire le compte rendu. Nous avons également suggéré que les intervenants qui ont été invités, mais qui n'ont pas pu se présenter puissent répondre aux questions par courriel. Il y avait aussi une composante en ligne à ce programme de mobilisation. En utilisant la plateforme PlaceSpeak, les intervenants individuels ont pu participer en tout temps, tout au long de la période de mobilisation active.

ANALYSE

Les résultats de chaque table ronde ont été consignés dans des rapports individuels puis regroupés dans une base de données aux fins d'analyse. La méthode d'analyse était d'examiner chaque « réponse » individuellement et d'étiqueter les différents thèmes mentionnés dans chacune d'elle. Une réponse peut comporter plus d'un thème et, dans ce cas, la réponse est étiquetée en fonction de chaque thème mentionné. Il s'agit essentiellement d'une technique de balisage des commentaires. Une fois toutes les réponses balisées, l'analyse des différents thèmes et de la fréquence de leur mention a été réalisée. À la fin de chaque section ci-dessus, les principaux thèmes mentionnés sont indiqués, ainsi que le nombre de fois que chacun est mentionné dans l'ensemble des réponses obtenues, peu importe la technique utilisée.

ANNEXE IV:

LIENS ADDITIONNELS

L'IMPÉRATIF DE L'INNOVATION ET DE LA COMPÉTITIVITÉ : SAISIR LES OCCASIONS DE CROISSANCE

| [Un Rapport des Tables de stratégies économiques du Canada \(PDF\)](#)

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADA

| [Site Web](#)

| [Communiquez avec nous](#)

MOBILISATION DE LA STRATÉGIE DE CROISSANCE DE L'OUEST CANADIEN

| [Vers une Stratégie de croissance de l'Ouest canadien](#)

| [Le document \(PDF\)](#)

PLACESPEAK | VERS UNE STRATÉGIE DE CROISSANCE DE L'OUEST CANADIEN

| [Site Web](#)

DELANEY+ASSOCIATES

| [Site Web](#)

PUBLIVATE

| [Site Web](#)